VISION 2035

Gemeinsam die Stadt verändern
Ensemble, changeons la ville

EDITION 13

Recht auf Stadt Quartierbewohner lassen sich nicht alles gefallen. SEITEN 6 + 7

Der Rotstift trifft die Kultur, das Stadtpersonal und die Schwächsten: SEITE 9

Polymoney - das Spiel um das etwas andere Geld, SEITE 10

La politique agricole: Il s'agit de notre nourriture. PAGE 13

Pablo Donzé
Daphné Rüfenacht bisher/sortante
Christoph Grupp

Sozial verlässlich. Ökologisch konsequent. Engagiert für ein vielseitiges Kulturangebot.

Socialement fiables. Écologiquement cohérents. Engagés pour une offre culturelle diversifiée.

Liste 15
Am 30. März in den Grossen Rat
Le 30 mars au Grand Conseil

GRÜNE
LES VERTS

DIE WAHL DER GEWERKSCHAFTEN FÜR DEN GROSSEN RAT

Jeder Name 2 x auf Ihre Liste!

Liste 9, SP
DANIEL HÜGLI bisher

Liste 8, SP
DANA AUGSBURGER-BROM

Liste 9, SP
ANDREAS KELLER

Liste 9, SP
BERTHOLD BÜSCHER

In Aktion für anständige Löhne, sichere Renten und gute Pflege!

Imprimerie **Deltagraph**
Rue du Faucon 17, 2500 Bienne 3
Tél. 032 341 55 41 - Fax 032 342 63 81
info@deltagraph.ch - www.deltagraph.ch

Des idées pour faire sourire le papier

PHÉNIX
COOPERATIVE
GENOSSENSCHAFTSLADEN

Biologische Lebensmittel und Naturkosmetik

Regionales Gemüse-und Früchteangebot
Frisches, regionales Brot
Feine Milchprodukte
Getreide
Käse
Säfte
Tee
...und vieles mehr

ECHT BIO.
exklusiv im Fachhandel

Bahnhofstr.4, Rue de la gare 4, 2502 Biel/Bienne
032 323 22 62

IMPRESSUM

Vision 2035
Zeitung für die Wende
Journal pour un nouveau cap

Druck/Impression
Ediprim AG/SA
Fritz-Oppliger-Strasse 15
2504 Biel/Bienne
www.ediprim.ch

Auflage/tirage
2000 Exemplare/exemplaires

Layout
Janosch Szabo

Cover und Gestaltung Agenda/graphisme
couverture et agenda
Jenna Calderari

Literaturseite/littérature
Lorena Simmel
Katja Brunner

Redaktion/rédaction
und/et Korrektorat/Correctorat
Gaia Renggli
Mathias Stalder
Janosch Szabo

AutorInnen/auteur-e-s
Gaia Renggli
Janosch Szabo
Melanie Häberli
Mathias Stalder
Uwe Zahn
Jens Martignoni
Ulrike Minkner
Kilian Baumann
Nikolai Fuchs
Daphné Rüfenacht
Raphael Jenny
Sandra Ryf
Fritz Freuler
Sabine Furrer
Lara Feldmann

Übersetzungen/traductions
Nassima Rahmani
Gaia Renggli
Anne-Cathrine Roth

Mit einer Spende helfen Sie
die Kosten dieser Zeitung zu decken

Aidez-nous à couvrir les frais
de ce journal par un don

PC-Konto/compte postal
85-262449-7
Verein ZukunftsStadt
2503 Biel/Bienne

Ein Abonnement kostet Fr. 25.- oder als
Förderabo Fr. 50.- für 4 Ausgaben.

Un abonnement coûte 25.- ou 50.- comme
abonnement de soutien pour 4 numéros

Die nächste Ausgabe erscheint im April.
La prochaine édition paraît en avril.

Vision 2035
Rainstrasse 4
2503 Biel
info@vision2035.ch

Maintenant !

Nous aimons cette ville dans laquelle nous vivons, dans laquelle nous travaillons et qui héberge nos relations multiformes. Nous nous voyons comme la composante créative de cette ville – artistes ou jardiniers, nous sommes parfaitement lucides et nous nous offrons même le luxe de l'insolence. Nous avons grandi avec de vieux concepts tels qu'autogestion, coopération, autonomie, et quelque part au-dessus de nos têtes flotte un drapeau qui dit « UTOPIE ». Au fil des ans, un réseau s'est développé, tissant des liens entre des projets essentiels comme le Centre autonome de jeunesse, des espaces culturels alternatifs, des colocations et des maisons occupées, des coopératives, la cuisine populaire et les jardins communautaires, les campements de roulottes et les châteaux de cartes – un réseau qui véhicule des savoirs précieux et permet la transmission de valeurs entre les générations. Nous sommes une institution sans pour autant nous vanter. Nous sommes faits pour durer. Nous sommes la ville.

Envahisseurs, sauterelles, hussards !

Depuis des années, de vieilles maisons d'une valeur inestimable sont littéralement réduites en pièces pour laisser place à des projets immobiliers destinés à rapporter de l'argent. Une nouvelle ville surgit, avec pour mot d'ordre d'attirer les investisseurs et les profits, avec l'espoir que les classes moyennes à riches sauvent la ville endettée en remplissant ses caisses. Cette nouvelle ville se pare de magasins chics et de lofts, de ces tendances qu'on trouve dans les catalogues, d'un strass de façade ; avec derrière, la substance friable d'un monde fondé sur le consumérisme.

Ce monde est équipé de boîtes vite fabriquées par des sous-traitants de sous-traitants, des boîtes pour forces de travail bon marché, pour une ville bon marché. Ces boîtes à leur tour offrent juste assez de place pour rêver d'un lave-vaisselle, et pourtant nous parvenons à les étouffer. Avec chaque vieil immeuble, chaque friche qui disparaît, nous perdons un coin de la ville que nous aimons. Les logements bon marché disparaissent. Des niches qui ont leur rôle et leur place dans la ville, qu'elles servent d'ateliers ou de centres culturels, sont effacées. Soudain, la répression sociale devient une réalité matérialisée sur la place publique par la police et la SIP. Place à l'ordre et à la propreté.

Le Conseil municipal de Bienne a fixé sa politique dans un document (Points forts de la politique du Conseil municipal 2013 à 2016). En résumé : valeur ajoutée, innovation, créativité, intégration et valorisation. De grands projets y sont mentionnés, comme les stades de Bienne, Esplanade et Agglolac. Le processus qui se dessine s'appelle « gentrification » - fait de remplacer une population à faible statut par une population à statut plus élevé, donc plus riche.

L'enjeu que nous nous sommes donné consiste à exprimer des revendications tout en sachant que celles-ci vont être rejetées, mais aussi qu'elles résonneront comme un écho dans les cœurs des hommes et des femmes qui aiment la vie au-delà des chaînes de valeur ajoutée. Nous cuisons le pain et y cachons une flèche. Le droit à la ville n'est rien d'autre que l'exigence du « tout pour tous » !

Note de la rédaction : nous remercions toutes les personnes qui ont souscrit un abonnement, qui sont devenus membres de l'association ou qui ont fait un don. Ces fonds sont indispensables au travail que nous accomplissons ! Pour cette édition, nous souhaitons remercier tout spécialement Patrick Christe et Noëmi Sandmeier, de la galerie ART-ETAGE, pour la mise à disposition sans cérémonie de la photographie « THE NATURE STRIKES BACK ». Merci également à Vincent Grand, du collectif d'artistes Hyperraum 44/46 pour son illustration. Merci encore à Uwe Zahn, qui a une fois de plus contribué à cette publication par un article monumental sur le développement de la ville, et qui de plus s'est joint à nous pour préparer la prochaine édition (celle-ci portera sur le thème des coopérations et paraîtra à la mi-avril).
Enfin, nos remerciements vont à toutes les personnes qui ont aidé à la présente publication. Nos lecteurs sont cordialement invités à nous rejoindre s'ils souhaitent apporter leur contribution.

Mathias Stalder, auteur de cet edito, est le créateur de Vision 2035 et père de deux enfants.

Farbe bekennen:
Abo lösen oder Spenden! Herzlichen Dank!
Abonnez-vous ou faîtes un don! Merci Beaucoup

Jetzt!

Wir lieben diese Stadt, wir wohnen hier, leben in vielfältigen Beziehungen und arbeiten. Wir sehen uns als den schöpferischen Teil dieser Stadt, sind Künstlerinnen, urbane Gärtner, verdammt aufgeklärt und frech. Wir sind aufgewachsen mit diesen alten Begriffen wie Selbstverwaltung, Kooperation, Autonomie, und irgendwo weht eine Fahne über unseren Köpfen in grossen Lettern geschrieben: Utopie. Ein Netzwerk ist über die Jahre gewachsen, umschliesst wertvolle Projekte wie das Autonome Jugendzentrum, alternative Kulturbetriebe, WG's und besetzte Häuser, Genossenschaften, Gassenküche und Gemeinschaftsgärten, Wagenplätze und Luftschlösser - ein Netzwerk, das wertvolles Wissen transportiert und auch Werte über Generationen geschaffen hat. Wir sind eine Institution ohne uns dabei gross in die Brust zu werfen. Wir sind beständig. Wir sind Stadt.

Invasoren, Heuschrecken, Husaren!

Nun seit Jahren brechen wortwörtlich alte wertvolle Häuser für neue Renditeprojekte. Eine neue Stadt entsteht unter der Maxime des Profits Mithilfe der Investoren. Die Mittel- und Oberklasse soll die geschundene Stadtkasse retten. Die neuaufgezogene Stadt zum Shoppen, Lofts: alle diese Trends aus Katalogen, mit Glanz aufgesetzter Fassade. Dahinter die brüchige Substanz einer auf Konsum errichteten Welt.

Es sind von Sub-Subunternehmen billig erstellte Kästen, für billige Arbeitskräfte, für billige Arbeitsplätze für eine billige Stadt. Die in Akkord erstellten Kästen bieten Platz für die kleinen Träume einer Waschmaschine, ersticken aber alle von uns. Mit jedem alten Haus, jeder wilden Brache verlieren wir einen Teil dieser Stadt, die wir lieben. Günstiger Wohnraum verschwindet. Wertvolle Nischen für Ateliers und Kulturbetriebe fallen weg. Ganz plötzlich ist soziale Verdrängung eine Realität, die dann auch noch auf den öffentlichen Plätzen, den Strassen durch Polizei und SIP durchgesetzt wird. Sauber soll es sein – blitzblank.

Der Gemeinderat in Biel hat seine Politik in einem Papier festgehalten (Schwerpunkte der gemeinderätlichen Politik 2013 – 2016). In kurzen Worten: Mehrwert, Innovation, Kreativität, Integration und Aufwertung. Da kommen Grossprojekte wie die Stades de Bienne, die Esplanade und Agglolac. Wohin das führt, umreisst der Begriff «Gentrifizierung» - Austausch einer statusniedrigen durch eine statushöhere also finanzkräftigere Bewohnerschaft.

Wir nehmen es uns heraus, hier Forderungen zu stellen, im Wissen, dass diese abprallen, aber auch widerhallen in den Herzen derer, die das Leben jenseits von Wertschöpfungsketten lieben. Wir backen das Brot und verstecken die Feile darin. Recht auf Stadt ist nichts weiter als die schlichte Forderung «alles für alle»!

Aus der Redaktion: Wir danken allen, die ein Abo gelöst haben, Mitglied im Verein oder sogar GönnerIn geworden sind. Das ist sehr wertvoll für unsere Arbeit! Für diese Ausgabe geht Dank an Patrick Christe und Noëmi Sandmeier von der Galerie ART-ETAGE, die uns unkompliziert das Bild «THE NATURE STRIKES BACK» zur Verfügung stellten. Weiter an Vincent Grand vom Kunstkollektiv Hyperraum 44/46 für seine Illustration. Und an Uwe Zahn, der wiederum einen monumentalen Artikel zur Stadtentwicklung beigetragen hat und mit uns gemeinsam die nächste Ausgabe zum Thema Genossenschaften plant und umsetzt (erscheint Mitte April).
Auch danken wir allen weiteren an dieser Ausgabe Beteiligten und laden Sie liebe LeserInnen herzlich ein, sich einzubringen.

Mathias Stalder, Autor dieses Editorials, ist Initiator von Vision 2035 und Vater zweier Kinder

Wie entsteht eine lebenswerte Stadt?

Eine Reise von den sanften zu den harten Faktoren der Stadtentwicklung und zurück zu den sanften. Also von den Menschen und den Ideen über die Mobilität bis zu den Bauten – und zurück zur Beteiligung der Menschen.

Uwe Zahn

Erster Teil: Biel mit den Menschen entwickeln, die da sind

In den offiziellen Verlautbarungen der Bieler Politik und der Medien werden immer wieder die mangelnden guten Steuerzahler, die vielen AusländerInnen und die hohe Sozialhilfequote hervorgehoben. «Biel muss bessere Steuerzahler anziehen». «Biel hat zu viele AusländerInnen». «Biel hat eine zu grosse Anzahl Sozialhilfebezüger».
Die ständige Wiederholung dieser Botschaften enthält umgekehrt gelesen einen Vorwurf an die Bieler Bevölkerung: Eigentlich wünschen sich Politik und Wirtschaft eine andere. Das ist nicht nur eine gedankenlose Beleidigung für alle, die hier wohnen, sondern es ist in jeder Hinsicht unrealistisch. Biel hat nun mal einfach die Bevölkerung, die es hat und da nützt es nichts, sich eine andere herbeizuwünschen.
Wie wäre es mit dem Versuch, den Blickwinkel zu wechseln und die Frage zu stellen: Wie entwickeln wir die Stadt mit den Menschen, die heute hier sind? Was können wir mit der vorhandenen Bevölkerung machen anstatt uns eine andere herbeizuwünschen? Hier einige Anregungen ohne Anspruch auf Vollständigkeit.

Was ist ein/e Ausländer/in?

Der Begriff AusländerIn ist durch allerhand Vorgänge der letzten Jahre emotional ziemlich belegt. Wenn in Biel ein Ausländeranteil von mehr als 30 Prozent gemeldet wird, löst das Abwehrreflexe aus: «Die Fremden kommen und nehmen uns etwas weg», «Wenn es nur einige sind, geht es ja noch, aber wenn es plötzlich eine Mehrheit ist...»
Es ist schon eine Mehrheit: In der Statistik erscheinen diejenigen Personen, die das Bürgerrecht auf irgendeine Art erworben haben, nicht. Ebenso wenig erscheinen die Vorfahren, die auch einmal Ausländer waren. Und so bleiben am Schluss in Biel nur gerade einige wenige Personen übrig, die echte Inländer sind, weil schon ihre Ururururgrosseltern hier waren. Und selbst da könnte unter Umständen nachgewiesen werden, dass auch diese einmal zugewandert sind. Vor Jahrtausenden. Möglicherweise aus Afrika oder Asien. Oder den Ländern im Norden. Kurz: Unter dem Strich sind vermutlich praktisch alle AusländerInnen hier.

Somit kann die Frage gestellt werden: Was haben uns diese Menschen bis heute gebracht und was bringen sie uns immer noch? Offensichtlich sehr viel. Während langer Zeit haben sogenannte Fremdarbeiter geholfen, den heutigen Wohlstand aufzubauen. Mit ihnen kamen Pizza und Paëlla, später Döner, Bami Goreng und vieles mehr, aber auch andere Musik, andere Kleider, andere Denkgewohnheiten, andere Ansichten zu Familie und Erziehung, andere Vorstellungen von Gesundheit und Medizin, andere Formen von Gemeinschaft. Ein unglaublicher Reichtum, eine enorme Fülle an Kultur, die uns da einfach zugetragen wird. Können wir es uns leisten, dies abzuwehren, anstatt es blühen zu lassen und in unser Leben zu integrieren?

Wie ist es mit den Menschen, die sich um Asyl bewerben? Nehmen wir an, das AKW Mühleberg mache wenigstens den halben Kanton Bern oder gar noch grössere Landstriche der Schweiz unbewohnbar. Dann sind wir alle froh, wenn uns ein anderes Land aufnehmen würde. Oder zur Erinnerung: Es gab eine Zeit, da wanderten viele Schweizerinnen und Schweizer aus in andere Länder. Heute würde man dem «Wirtschaftsflüchtlinge» sagen.
Also auch hier den Blickwinkel umkehren: Es gibt gewiss Gründe dafür, dass jemand sein Land verlässt und in ein anderes flüchtet. Vielleicht wäre die Aufnahme dieser Menschen und ihre Integration in mehrfacher Hinsicht eine Bereicherung.

Alte, Arme, Ausgesteuerte

Schon der Begriff «Alte»: Immerhin handelt es sich bei ihnen um diejenigen Menschen, die die Welt von heute, den Wohlstand von heute aufgebaut haben. Nur schon deshalb gebührt ihnen ein gewisser Respekt.
In Biel sind rund elf Prozent der BewohnerInnen SozialhilfebezügerInnen. Warum wird nur über diese gesprochen und nicht auch über die 89 Prozent, die es nicht sind? Und wenn schon: Wer sind genau die SozialhilfebezügerInnen? Scheinbar sind es vor allem alleinerziehende Personen (meistens Frauen) und eigentlich noch arbeitsfähige Menschen über 50 Jahren. Eigentlich ein Armutszeugnis für eine Gesellschaft, wenn sie sich so einrichtet, dass Menschen, die für den Nachwuchs sorgen, und Menschen, die arbeitsfähig sind, an den Rand gedrängt und erst noch mit dem Begriff «Sozialhilfebezüger» stigmatisiert werden. Das gilt auch für «Ausgesteuerte», das heisst, Leute, die kein Arbeitslosengeld mehr erhalten und immer noch keine Arbeit haben.

Wie schon erwähnt, wird mit der Botschaft «Biel muss teure Wohnungen bauen, damit gute Steuerzahler angezogen werden» indirekt gesagt, dass die heutige Bieler Bevölkerung aus schlechten Steuerzahlern bestehe. Darf das so gesagt werden? Stimmt die Annahme überhaupt, teure Wohnungen ziehen gute Steuerzahler an? Oder wäre es denkbar, dass Reiche ihre Steuern optimieren können, vielleicht sogar in gut gelegenen teuren Wohnungen am See einfach eine Zweitwohnung besitzen und gar keine Steuern in Biel bezahlen?

In diesem Zusammenhang besonders pikant: Wer trägt zu mehr Steuereinnahmen bei? Untersuchungen in Zürich zeigten, dass der Steuerertrag pro Hektar Stadtfläche ausgerechnet in den sogenannt armen Quartieren grösser ist als in den reichen. Die «reichen» Quartiere sind weniger dicht gebaut und die Menschen dort haben mehr Möglichkeiten, ihre Steuern zu «optimieren». Oder noch weiter gedacht: Sind eher nationale oder gar internationale Grossunternehmen anzusiedeln, die den Hauptteil ihrer Steuern anderswo abliefern oder sind kleine und mittlere lokale Unternehmen zu fördern?

Zweiter Teil: Den Kontakt zwischen den Menschen ermöglichen

Pflege und Förderung von Engagement und Initiative

Als Erstes muss das Augenmerk vor allem denjenigen Menschen gelten, die sich schon aktiv für eine lebendige Stadt engagieren. Ob das nun im kulturellen Bereich, im Vereinsleben oder im politischen Bereich ist. Es sind Kristallisationskeime für eine lebendige Stadt. Ihnen ist Sorge zu tragen. Das ist mit bescheidenen Mitteln möglich. Oft reicht es schon, öffentlich ihre Bemühungen anzuerkennen. Wenn dazu noch ein wenig finanzielle Unterstützung und die jährliche Einladung aller Akteure zu einem offiziellen Treffen kommen, kann das Wunder bewirken. Unterstützungen an Vereine lösen schon mit wenig Geld eine enorme Hebelwirkung aus, da die Anerkennung alle Beteiligten beflügelt.
Wenn zudem die Politik beginnt, das zu machen, was eigentlich ihre Aufgabe wäre, nämlich der Bevölkerung das Gehör zu leihen, dann ist die Saat für eine erspriessliche Entwicklung der Stadt ausgebracht.
Der nächste Schritt besteht im Schaffen von Räumen der Begegnung. Grössere und kleinere Säle für Anlässe sind bereitzustellen. Weiter haben öffentliche Plätze in der Stadt (Biel hat einige davon!), Sitzbänke, Spielplätze und ähnliche Einrichtungen eine gute Wirkung als Kontaktflächen in der Stadt. Schliesslich seien noch das urbane Gärtnern und Kunst in der Öffentlichkeit erwähnt.

Die Geschwindigkeit der Menschen in der Stadt

Ein gewichtiger Streitpunkt in den Diskussionen über eine lebenswerte Stadt sind die Verkehrsmittel. Die einen möchten am liebsten mit dem Auto von ihrer Wohnung ins Zentrum fahren und sofort einen Parkplatz finden, die anderen möchten die Autos aus der Stadt verbannen. Tatsache ist, dass Autos und menschliche Stadt unvereinbar sind. Das beginnt schon bei der puren Geometrie: Der Platzbedarf für fahrende und stehende Autos ist enorm. Fahrende Autos sind eine grosse Gefährdung. Eine rein autoorientierte Stadt besteht aus vielen und gar mehrgeschossigen Strassen, zwischen denen einige Gebäude mit angebautem Parkhaus sind. Da gibt es keine FussgängerInnen, kaum spontane Begegnungen und keinen Raum fürs Sitzen, Schwatzen, Spielen, Leben.
Eine menschliche Stadt hat vor allem Platz für Menschen zu Fuss oder mit Fahrrad. Das ist im Allgemeinen wenig gefährlich (ausser dort, wo die Fahrräder vom Autoverkehr auf die Trottoirs und Fusswege verdrängt werden). Gehende und Velo fahrende Menschen erkennen sich, können schnell anhalten und miteinander kommunizieren. Im Gegensatz zu den Menschen, die sich im Auto von ihrer Umwelt abkapseln. Anders gesagt: Wo sich die Menschen langsam in der Stadt bewegen, gibt es Begegnungen, Gespräche, Kontakte, Anregungen. Dies wiederum verstärkt das Gefühl von Wohlbefinden in der Stadt, von Zuhause sein.
Konkret sind in Biel einige Ansätze dazu vorhanden. Es braucht nur noch den Mut, weiter zu gehen: Mehr Fussgängerzonen oder wenigstens breite Trottoirs im Zentrum, Ausbau des Velowegnetzes und Verbesserung des öffentlichen Verkehrs durch neue Linien und eigene Fahrspuren.

Dritter Teil: Verdichtung und bauliche Massnahmen

Was soll verdichtet werden?

Wie so viele andere Schlagworte ist auch die «Verdichtung» eine genauere Betrachtung wert. Was soll verdichtet werden? Die Anzahl Personen pro Hektar Stadtfläche? Die Anzahl der Wohnungen in der Stadt? Die Wohnfläche pro Person? Die Steuereinnahmen? Je nach gewünschter Verdichtung sind andere Massnahmen sinnvoll. Der Trend geht hin zu grossen Wohnungen und zu Einpersonenhaushalten, was zu einer Verringerung der Anzahl Menschen auf einer bestimmten Fläche führt. Einfamilienhäuser benötigen Umschwung, also tragen sie eher zum Flächenverbrauch bei als zur Verdichtung. Genossenschaften bauen tendenziell eher kleinere Wohnungen und der Flächenbedarf pro Person ist kleiner als der Durchschnitt. Sollen daher nicht eher genossenschaftliche Wohnbauträger gefördert werden?
Dichte allein ist kein Kriterium, denn erst der Wechsel zwischen Dichte und Leere macht eine Stadt reizvoll. Wer hat nicht schon gestaunt, wenn er in einer Stadt aus den engen Gassen auf einen grösseren leeren Platz getreten ist (Siena!).

Es gibt genügend Bücher, Dokumente und Unterlagen, die zeigen, wie die Bausubstanz einer lebenswerten Stadt aussieht. Hinweise dazu finden sich am Schluss des Artikels. Hier seien nur einige Stichworte erwähnt: Feingliedrige und aneinandergereihte Bauten, nicht nur gerade Baulinien, sondern auch geschwungene, vertikale Orientierung, öffentliche Nutzung im Parterre, Wohnnutzung in den oberen Geschossen, grosse und kleine Wohnungen für alle Abschnitte des Lebens (Singledasein, Familien, ältere Menschen) – kurzum all das was ausmacht, dass wir eine Stadt als attraktiv und lebendig betrachten. Dazu gehören die neuesten Erkenntnisse bezüglich haushälterischem Umgang mit Energie und ökologischen Baumaterialien. Eine vielseitige, interessante Architektur sowie Grünflächen und Parks leisten ebenfalls ihren Beitrag. Und warum soll es nicht auch Quartiere geben, in denen rund um die Wohnungen Gärten angelegt sind?

Vierter Teil: Der Weg zur menschlichen Stadt

Stadtentwicklung beginnt in den Köpfen

Es gibt über 50'000 Menschen in Biel. Das ist ein enormes kreatives Reservoir, das angezapft werden muss. Mit regelmässiger öffentlicher Diskussion in Medien und Politik gelingt das. Dieser Gedanke ist nicht neu, das wurde ansatzweise schon versucht, beispielsweise mit einer Serie von Artikeln im Bieler Tagblatt vor etwa zwei Jahren. Ausstellungen, Vorträge, Ideenwettbewerbe und sonstige Diskussionsforen wirken unterstützend. Was es dazu braucht, ist der politische Wille, die Stadt mit ihren heutigen Bewohnerinnen und Bewohnern zu entwickeln.

Es ist ein langfristig angelegter Prozess: In Freiburg im Breisgau beispielsweise wurde er vor rund 20 Jahren angestossen – heute sind die Früchte sichtbar: Wohnquartiere praktisch ohne Automobile, der Ausbau öffentlicher Verkehrsmittel und eine vielfältige ökogische Architektur liessen Freiburg zu einem beispielhaften Modell werden, das von Fachleuten aus aller Welt besucht wird. «Vision 2035» zielt auf eine Zeit in etwas mehr als 20 Jahren und ist dadurch prädestiniert, Plattform des Dialogs für eine Zukunft der Stadt Biel zu sein.

Partner suchen und fördern

Leider ist die parlamentarische Politik oft auf kurzfristige Ziele orientiert. Es müssen schliesslich bis zu den nächsten Wahlen Resultate gezeigt werden. Dabei kommen die langfristigen Perspektiven etwas zu kurz. Wirksamer wären Partnerschaften, die längerfristig funktionieren, beispielsweise mit den Wohnbaugenossenschaften in Biel, die über mehr als 4'500 Wohnungen auf Stadtgebiet verwalten und schon seit Jahrzehnten bestehen. Weitere Organisationen aus Kultur und Wirtschaft leisten dauernd ihren Beitrag an eine lebendige Stadt. Wenn es gelingt, bei all diesen den Wunsch zur gemeinsamen Gestaltung der Stadt Biel zu wecken, dann ist Vieles möglich.

Einige Partnerschaften müssen hingegen kritisch hinterfragt werden: Ist es sinnvoll, wenn Land an bester Lage am See einer national tätigen Immobilienfirma verkauft wird, damit sie für die an ihr beteiligten internationalen Vermögensverwaltungsfonds möglichst viel Profit generiert? Soll und darf die Stadt Biel überhaupt noch Land verkaufen oder sollte sie es nicht nur im Baurecht abgeben und damit die Grundlage für weitere Partnerschaften bilden?

Haben wir den Mut und die Weitsicht, auf dem hier skizzierten Weg Biel zu einer Stadt mit lebenswerter Zukunft zu machen?

Uwe Zahn führt das Büro für Vor- und Nachdenken in Biel

Buchtipps:

Astrid Mayer, «Les Ecoquartiers de Fribourg + 20 ans d'urbanisme durable» Editions Le Moniteur, ISBN 978-2-281-194968

Jan Gehl, «Pour des villes à l'échelle humaine», Montréal 2012, Verlag écosociété, ISBN 978-2-89719-009-5

Christopher Alexander, «Eine Muster-Sprache» Städte, Gebäude, Konstruktion mit Sara Ishikawa, Murray Silverstein, Max Jacobson, Ingrid F. King und Shlomo Angel Löcker Verlag, Wien 1995, (deutsche Übersetzung von A Pattern Language, hg. von Hermann Czech), ISBN 385409-179-6

Link:
www.umverkehr.ch

Soll das die Zukunft der Stadt Biel sein? Manchernorts sieht es jetzt schon so aus. *Bild: Uwe Zahn*

Vive les voisins!

Le développement urbain est une politique de pouvoir: le CAJ de Bienne et « l'Esplanade Nord ».

Raphael Jenny

On construit beaucoup à Bienne. Certains projets obtiennent plus de soutien que d'autres. Actuellement le projet « Esplanade Nord » est source de soucis pour de nombreuses biennoises et biennois. Pas seulement parce qu'on jette l'argent par la fenêtre alors qu'en matière de politique sociale les radins ont le dernier mot. Non, de nombreuses personnes voient dans le projet « Esplanade Nord » une attaque contre le CAJ. L'énervement contre « Esplanade Nord » montre clairement ce que le développement urbain est en vérité: une politique de pouvoir.

Le peuple heureux

Ce faisant, le bureau d'architecte, choisi par un jury, ne semble rien vouloir mijoter de méchant. Les illustrations promettent prospérité et générosité. Un peuple heureux flâne sur une large place. Le soleil brille. Le majestueux bloc du front nord remplit l'arrière-plan de l'image. L'espace public s'insère doucement dans l'aire privée du bâtiment. Gastronomie et arcades, magasins d'alimentation, appartements, bureaux, ainsi qu'un hôtel sont la plus-value que la population devrait recevoir pour son bien: sept étages de bien-être et bonheur. Une utilisation diversifiée et un soin apporté à ce qui existe déjà semble également être une préoccupation. Le CAJ, un centre de rencontre de l'église, une école et un bâtiment de l'administration doivent trouver leur place sur cet emplacement. Pour l'environnement, des standards élevé en matière d'écologie doivent être respectés, l'espace doit aussi être bien verdoyant. On informe qu'il ne s'agit pas de gros sous, de spéculation immobilière ou autre. Il s'agit bien plus de gestion durable à portée de main. Le vent de la liberté s'engouffre entre les piliers des arcades. La joie règne!

L'éjection programmée

Des promesses pareilles aveuglent. Les investisseurs rêvent d'autre chose. Ce sont en effet des appartements de standing moyen à élevé qui sont prévus. De l'habitat bon marché, pas question. Le loyer bon marché du quartier peut se retrouver sous pression économiquement. D'autres rénovations menacent si le quartier devient attractif pour les investisseurs. « Esplanade Nord » peut devenir un cauchemar: Mise à la porte de locataires aux maigres revenus, loin de leur appartement bien centré, et en même temps, invasion d'une classe aisée de la population qui elle, peut se permettre un appartement car elle le d é s i r e et non se le p e r m e t t r e , comme les gens normaux. Cela mènerait alors au diktat des privilégiés, économiquement parlant. Dans le meilleur des cas, ces gens laissent leur générosité agir. Ou ils appellent la police et on verra encore une fois que les nombreuses lois et arrêtés qui concernent l'ordre public servent les exigences des gens fortunés.

Le développement urbain est une politique de pouvoir

La planification de « l'Esplanade Nord » prévoit que la façade du nouveau bâtiment se trouve à douze mètres tout juste de la Coupole. Ainsi un conflit d'utilisation entre habitat de haut standing et vie nocturne se profile. Durant de longues années la Coupole a été un emblème de la ville qui trônait entouré d'arbres au-delà de l'étendue désertique du parking. Personne n'était directement dérangé par son activité.

Actuellement le CAJ détient de nombreux « assets » et « best practices » afin de défendre ses intérêts. D'abord, les possibilités qui prévoient les procédures de modification de plan de zone et d'autorisation de construction peuvent être utilisées. La modification de plan de zone est influencée par l'intermédiaire des procédures de participation et peut alors être rejetée à l'urne. Le CAJ (groupe de pénurie de logement) peut faire recours contre le projet de construction concret.

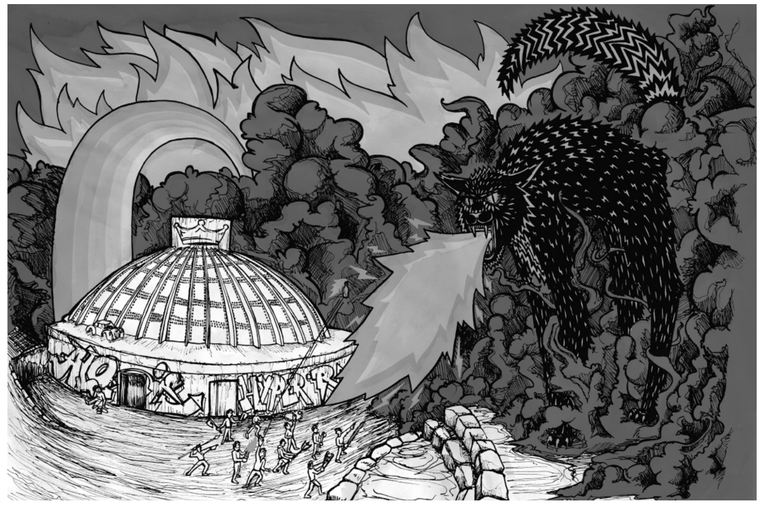
En ce moment le CAJ reçoit de la ville une annexe à la Coupole pour 2,8 millions de francs car la Villa Fantaisie (Schönistrasse 26) qui dépend du CAJ va être rasée. Remarque: Au début l'Esplanade devait être réalisée sans Coupole! Plus loin le CAJ occupe une dépendance sur le terrain au nord de la coupole. Là des appartements ne peuvent pas être construits.

Vient ensuite la pression par la rue. Malgré des désapprobations à l'interne, le CAJ use parfois encore de cet instrument avec succès. Afin que des actions directes comme des manifs dans la rue et autres aient du succès, il est nécessaire d'avoir la conviction politique qui convient, assez de soutien et un certain flair tactique. On pourrait tout à fait imaginer qu'une alliance se crée qui aurait pour but d'empêcher « l'Esplanade Nord » de se réaliser. Même si cela ne devait pas fonctionner, le CAJ peut se battre pour d'autres garanties.

Du côté sud du périmètre le CAJ a déjà tiré profit de la situation. En effet la construction (nota bene: bon marché) du « Sabag-Areal » menaçait de poser problème. Au début il y a eut des plaintes de tapage. Celles-ci ont été sans suite. Après un certain temps, les récriminations ont cessé. Le CAJ concernant le point « tapage » a imposé l'ordre côté sud. On verra ce qu'il adviendra côté nord.

D'une manière ou d'une autre: il ne s'agit pas ici d'une question de gestion. Le secteur urbain est le résultat de processus de négociation. Il s'agit en effet de savoir comment l'espace de vie sera distribué, qui et qu'est-ce qui est souhaitable dans les zones publiques et à qui l'usage productif est avantageux. La question d'un aménagement urbain social et juste est cependant inséparable de la question de son contrôle politique.

Raphael Jenny est actif au sein de Bienne Vivante.



Ça devient serré autour de la Coupole. En raison du projet de construction «Esplanade Nord» le bon fonctionnement de la Coupole est remis en question. *Illustration: Vincent Grand, Hyperraum 44/46*

Monopoly als Schule der Stadtentwicklung?

Wie ist Städtebau beim Würfelspiel «Monopoly» doch so einfach: Möglichst schnell die besten Parzellen kaufen, möglichst schnell und möglichst viel darauf bauen und dann nur noch einkassieren bis alle anderen Pleite sind, und schon gehört einem alles.

Wer in Biel (und auch anderswo) der Stadtentwicklung zuschaut, wird das Gefühl nicht los, die Hauptakteure am Liegenschaftsmarkt (bezeichnenderweise «Player», also «Spieler», genannt) hätten ihre Grundausbildung beim Spielen des Monopolys erworben.

Niemand will eine A-Stadt sein

Im Gegensatz zu den «Ratings» im grossen Finanzkasino will im Zusammenhang mit einer Stadtbeurteilung niemand eine AAAAA-Klassierung. Denn die As stehen für Arme, Asylsuchende, Ausgesteuerte, Alte und Ausländer. Das klingt nach Verarmung, Verwahrlosung, hohen Sozialausgaben, Problemen, Verslumung, Zerfall der Bausubstanz, Kriminalität. Was in krassem Gegensatz zu attraktiven Städten, pulsierendem Leben, glitzernden Einkaufsstrassen, lichtdurchfluteten Lofts und hohen Steuereinnahmen steht.
Im Monopoly kommt diese Kategorie Menschen auch nicht vor. Dafür ein Gefängnis. Ausgerechnet ein Gefängnis bei einem Spiel über Immobilienspekulation. Zufall?

Neue und teure Wohnungen ziehen gute Steuerzahler an

So heisst denn Stadtentwicklung in Biel (und auch anderswo): Neue und teure Wohnungen bauen zieht gute Steuerzahler an. So einfach ist das. Von Lebensqualität, guten Schulen, öffentlichen Parks, attraktivem Kulturleben, guten öffentlichen Verkehrsmitteln, grosszügigen Naherholungszonen, guten Geschäften, freundlicher Stadtverwaltung, Sicherheitsgefühl, Begegnungsorten, einladenden Restaurants, künstlerisch gestalteten Räumen, Museen ist nicht die Rede. Lauter Kriterien, die letztlich entscheidend sind für den Umzug in eine Stadt. Die kommen ja im Monopoly auch nicht vor. Nur das Gefängnis.

Das Ende des Spiels

Beim Monopoly hört es meistens damit auf, dass überall auf dem Spielfeld Häuser stehen und alle Parteien bis auf eine, der alles gehört, verschuldet sind.

À la place du Café Du Pont, un ascenseur sera construit. *Image: Jenna C.*

Ils cassent tout et on ne dit rien

Le «Café Du Pont» sera détruit! Finalement après 123 concerts, (avec des groupes de 19 pays), de nombreuses performances, des expositions, des soirées lectures, des marchés aux puces et des bouffes populaires, ce lieu actif doit fermer ses portes.
Dans le trou de Serrières rempli d'anciennes usines, au bord du lac de Neuchâtel, ce joli bistro a été occupé pendant 7 ans! On y habite, mais pas seulement, il rend service à de nombreux projets et à beaucoup de groupes locaux, ainsi qu'à des artistes des quatre coins du monde. Là-bas, ils ont offert toute leurs énergies à un public varié, tout cela à prix libre. Il y a une longue histoire qui s'est écrite entre les murs de cette maison!
En marge de la plupart des lieux culturels, le Café Du Pont offre de riches moments que ses amis ne sont pas prêts d'oublier.
Seulement maintenant, pour fin mars 2014, il sera temps de laisser la place aux supermarchés et à d'autres lieux de consommation! Le projet de « Tivioli » date d'il y a presque 15 ans et implique tout le quartier. Ateliers, locaux de musique, salles de danse, tout le monde doit trouver un autre lieu pour travailler et pour s'exprimer, en laissant la place à un énorme projet «sortie d'autoroute». À la place du Café Du Pont, un ascenseur sera construit pour monter sur le pont.
L'énergie que nous mettons dans ce lieu, va devoir se déplacer.

Ouvrez bien grand vos oreilles de Mickey pour être informés des prochains et derniers événements.

Jenna Calderari ist Fotografin und verantwortlich für unsere Cover.

Hier baut das Quartier

Bern

Im Herbst 2013 hat sich eine breite Allianz von QuartierbewohnerInnen und lokalen Betrieben erfolgreich gegen ein städtisches Luxuswohnbauprojekt in der Berner Lorraine gewehrt. Jetzt nehmen die BewohnerInnen das Heft in die Hand und entwickeln ein eigenes Wohnbauprojekt.

Sandra Ryf

Die Berner Lorraine ist ein lebendiges Quartier mit (noch) hoher sozialer Durchmischung. Ein Quartier, in dem man sich auf der Strasse grüsst, in dem man sich trifft, in dem Menschen unterschiedlichster Herkunft nebeneinander und zusammen leben. In den letzten Jahren hat die Gentrifizierung auch vor der Lorraine nicht Halt gemacht; viele BewohnerInnen mussten aufgrund von Hausverkäufen, Luxussanierungen und Verkäufen als Stockwerkeigentum das Quartier bereits verlassen.

Auch die Stadt Bern wollte auf ihrem Areal am Centralweg – entgegen früherer Versprechen – statt günstigen Wohnraum teure Luxuswohnungen bauen. Als dies im Mai 2013 bekannt wurde, spazierten gegen hundert QuartierbewohnerInnen mit Transparenten, Musik und einem vor Ort demontierten Bauprofil vors Rathaus, um beim Stadtrat Einspruch zu erheben – «das Bauprojekt zurück an den Absender!». Über 40 Betriebe, Beizen und Läden des Quartiers unterstützten den Protest. Wenig später wurde eine Petition lanciert, die im Nu über 1000 Personen unterschrieben. Seither setzt sich der Widerstand fort – das überteuerte «Baumzimmer»-Projekt der Stadt will praktisch niemand im Quartier. Aufgrund der Proteste hat das Berner Stadtparlament im September 2013 seinen Kreditentscheid zurückgenommen. Zurzeit (Ende Januar 2014) ist die Situation aufgrund einer Beschwerde von FDP-Exponenten gegen diesen Stadtratsentscheid blockiert.

Das Quartier baut mit

Ein konventioneller Minergie-P-Bau würde zu teuren Mieten führen und die Gentrifizierung noch weiter vorantreiben. Deshalb haben sich inzwischen einige QuartierbewohnerInnen zusammengetan, um ein aus dem Quartier heraus entwickeltes Projekt zu lancieren. Inspiriert hat sie dabei der «Rachel-Architektur-Wettbewerb» aus Köln, ein Open-Source-Projekt zur Entwicklung kostengünstiger, modularer, energieautarker und nachhaltiger Wohnkörper. Für den Wettbewerb in Köln wurden elf Entwürfe eingereicht, die nun bis zum 18. April 2014 in einer Ausstellung auf dem Centralwegareal präsentiert werden. Gewonnen hat den Wettbewerb Huldi Hug aus Sevelen (SG).

Quasi aus Fleisch und Blut, oder doch immerhin aus Emmentaler Fichtenholz, kann das Gewinnerprojekt auf dem Centralwegareal seit Mitte Januar real besucht werden: Das Schreinereikollektiv «Holzlabor Bern» hat den Prototyp in Gratisarbeit gemeinsam mit Huldi Hug innerhalb von zehn Tagen auf dem Areal gebaut. Die Box bietet innen ca. 21 Quadratmeter Raum, ist quadratisch (aussen 5 mal 5 Meter) und 3 Meter hoch. Sie dient nun während drei Monaten gleichzeitig als Ausstellungspavillon, Inspirationsquelle, Treffpunkt, Veranstaltungsraum und Ort des Austauschs.

Startschuss für einen Prozess von unten

Für den 18. Januar, den Tag der Ausstellungseröffnung, wurde das ganze Lorrainequartier zu einer Versammlung eingeladen. Die Quartierversammlung war mit über 120 TeilnehmerInnen gut besucht, die Ideen sprudelten. Am meisten Anklang fand im Plenum zum Schluss neben günstigem Wohnraum und gemeinschaftlichen Nutzungen die Idee, Wohnraum für Asylsuchende zu schaffen. Die Vorschläge werden an einer nächsten Quartierversammlung am 22. Februar weiterentwickelt und im besten Fall zusammengeführt. Ziel ist es, das entwickelte Konzept unter Mitarbeit solidarischer Fachleute, lokaler Erwerbslosenprojekte und zukünftiger BewohnerInnen umzusetzen. Ein Mandat für diese Planung besteht nicht – die Stadtverwaltung hält vorerst noch an ihrem Luxuswohnbauprojekt fest –, doch das Quartier hat es sich genommen.

Sandra Ryf lebt im Lorraine-Quartier und ist Mitglied vom Verein «Hier baut das Quartier». Sie arbeitet als Lektorin, Korrektorin und Offsetdruckerin.

Linktipps:

Kurzfilm zur Geschichte des Areals und zum Anfang des Projekts: https://vimeo.com/81798638

Das Projekt unterstützten auf WeMakelt: wemakeit.ch/projects/hier-baut-das-quartier oder direkt: PC 61-274451-1
Kontakt: lorraine@immerda.ch

Seite des Rachel-Architektur-Projekts: www.koelnerbox.de/architektur/rachel-architektur-projekt

Protest und Fest auf dem Centralwegareal. *Bild: Sandra Ryf*

Im Frühling 2011 belebt sich die Brache. *Bild und Montage: Sandra Ryf*

An der Aufrichtefeier des Prototyps, 18. Januar 2013. *Bild: Huldi Hug*

Backe, Backe Kuchen!

Biel/Bienne

Wenn mich etwas nervt, schreibe ich Briefe. Kürzlich schrieb ich an den Stadtpräsidenten und erhielt einen zweiseitigen Brief zurück. Da hatte ich ein schlechtes Gewissen, schliesslich möchte ich ihn nicht vom Arbeiten abhalten. Ich dachte, vielleicht schreibe ich nächstes Mal doch besser eine Kolumne in der Visionszeitung. Zum Beispiel über die Stadt Biel.

Biel ist nämlich eine schöne Stadt. Ein Kuchen mit besten Zutaten. Nur etwas schlecht gemischt, wie der Teig in der Schüssel. Das Mehl unten, der Zucker links, die Eier schleimig oben drauf: so ist es mit den Quartieren. Vereinfacht gesagt leben im Lindenquartier die Lehrerinnen, im Madretschquartier die Sozialhilfeempfänger. Im Beaumont wohnen die Ärzte, in der Altstadt die Grafiker und in Mett die Albaner, etc…

Natürlich gibt es auch Durchmischungen. Die Lehrerinnen aus dem Lindenquartier kommen ins Madretschquartier, um zu unterrichten, denn da wohnen die kleinen Kinder. Die sieht man nur nicht, denn die lässt man da zum Spielen nicht raus. Die Sozialhilfeempfänger, die ja nicht arbeiten müssen, können im Wald beim Lindenquartier den Vitaparcours machen. Die Ärzte vom Beaumont müssen ab und zu Lachs kaufen und dafür geht man am besten in die Altstadt, da hat es so einen Laden. Und jeder muss doch mal ins Spital und kann da die Aussicht vom Beaumont geniessen. Nach Mett muss keiner, aber da will auch keiner hin.

Eigentlich müsste ich in die Altstadt ziehen. Ich bin Grafikerin und beziehe keine Sozialhilfe. Im Madretsch gefällt es mir nicht mehr so gut. Ich würd auch gerne von einer guten Müllentsorgung profitieren, und meine Kinder von schönen Kindergärten und Schulhäusern. Im Madretschquartier reicht den Kindern als Kindergarten eine Wohnung oberhalb des Denners oder ein kleiner Pausenhinterhof mit Rasenteppich. Einen Fussgängerstreifen vor der Schule gibt es auch nach zwei Jahren Briefeschreiben nicht.

Die Leute von der Stadt sagen: dann ziehen Sie doch einfach weg. Die Leute vom Madretsch sind nämlich eigentlich alle selber schuld. Man muss ja nicht da wohnen und die Kinder könnte man ja auch in die Steinerschule schicken.

Aber ich glaube, ein paar Massnahmen würden viel bringen. Man müsste nur ein, zwei Ärzte im Madretsch zwangsansiedeln. Stelle man sich einen Elternabend vor mit einem unzufriedenen Arzt als Vater. Der würde sich anders wehren. Ruckzuck fände man das passende Gebäude für den schönen Kindergarten mit Garten.

Man könnte auch ein paar Investoren enteignen. Eine Riesenüberbauung weniger würde erlauben, eine Grünfläche stehen zu lassen. Man könnte da eine Bank hinstellen und einen Kletterbaum für Kinder. Man müsste einfach aufpassen, dass nicht vorher ein paar Leute ihre Autos parkieren. Und man könnte ein altes Haus stehenlassen, wo Punks, Grafiker, oder besser Telefonisten wohnen könnten, Orange ist ja gleich um die Ecke.

Das ist natürlich alles etwas vereinfacht geschrieben. Aber mit ein paar Massnahmen wäre das Madretschquartier gleich viel attraktiver. Ich könnte dann da wohnen bleiben. In Zukunft hätte das Quartier vielleicht plötzlich ein paar Millionäre, denn früher oder später werden bekanntlich auch die Punks und Grafiker reich, die beerben nämlich immer ihre Eltern. Man kann nur hoffen, dies ziehen, wenn sie dann mal reich sind, nicht ins Beaumont.

Sonst schreib ich denen auch einen vereinfachten Brief.

Sabine Furrer Bill alias Rosy One ist zweifache Mutter und lebt im Madretsch.

Was sagen Sie zu Ihrem Quartier?

Die Visionszeitung nimmt gerne Briefe entgegen. Sie halten uns damit vielleicht ein bisschen von der Arbeit ab. Aber das macht nichts.

Biel - ein Kuchen mit besten Zutaten. Nur etwas schlecht gemischt. *Illustration: Afra Häni*

Die Stadt gehört allen

Zürich

Unter dem Slogan «Recht auf Stadt» organisieren sich weltweit neue Protestbewegungen. Sie erheben gegen die neoliberale Vormacht eigene Ansprüche an die städtischen Entwicklungen. Ein Interview mit der Zürcher Stadtsoziologin Vesna Tomse.

Mathias Stalder

Mathias Stalder: Was zeichnet die unternehmerische Stadt aus?
Vesna Tomse: In der unternehmerischen Stadt des Neoliberalismus wird die Exekutive ein aktiver Player, und zwar im Sinne eines Unternehmens. Es gibt ein Standortmarketing, ein Branding. Man macht die Stadt zu einem Produkt, verkauft sie. Das ist demokratisch gesehen natürlich ein Problem. In der Demokratie ist es ja eigentlich so, dass die Entscheide vom Volk ans Parlament delegiert werden und dort entschieden wird. Die Exekutive, also die Verwaltung, führt nur aus. Im Unternehmen jedoch werden die Entscheidungen vom Verwaltungsrat getroffen, alle anderen führen nur aus. In der unternehmerischen Stadt wird die Exekutive, die früher ausführende Gewalt war, auf einmal Entscheidungsträger. Daher wage ich die Aussage, dass die neoliberale Stadt undemokratisch ist und autoritäre Züge trägt.

Jetzt wird aber ein Parlamentarier einwenden, dass er mandatiert ist und im Rahmen der Reglemente und Gesetze sehr wohl Handeln kann.
Es ist so, dass durchaus mit zivilgesellschaftlichen Kräften zusammengearbeitet wird. Aber beim Lobbying besteht ein Übergewicht der wirtschaftlichen Akteure gesellschaftlichen Akteuren gegenüber. Es sind Investoren, die die Projekte planen und realisieren, meist ohne Mitwirkung von Stakeholdern. Somit überwiegt das Interesse von renditeorientierten Wirtschaftsakteuren, die damit die Stadtentwicklung vorgeben.

Welche Handlungsmöglichkeiten haben denn die politischen Institutionen?
Tatsächlich ist es schwierig, im Kapitalismus politisch auf die Stadtentwicklung Einfluss zu nehmen. Projekte werden wie gesagt durch das Kapital vorgegeben und realisiert. PolitikerInnen haben gewisse Spielräume, zum Beispiel bei der Stadtplanung, wo sie Investorenentscheidungen beeinflussen können, oder auch Vorgaben im Baugesetz. Und natürlich könnten sie mit partizipativen Verfahren die BürgerInnen in Entscheidungsprozesse einbeziehen. Aber eben, die Einflussmöglich-keiten bleiben sehr beschränkt. Zum Beispiel hat sich das Volk in Zürich für einen Drittel gemeinnützigen Wohnungsbau ausgesprochen. Dieser kann aber gar nicht umgesetzt werden, weil die Stadt keine Landreserven mehr besitzt. Die Stadt kann einem Grundeigentümer nicht diktieren, auf seinem Land gemeinnützigen Wohnungsbau zu realisieren.

Was bedeutet die unternehmerische Stadt konkret?
Seit Mitte der 1990er-Jahre wird auch in Zürich neoliberale Stadtentwicklung betrieben. Das beste Beispiel dafür ist Zürich West. Dort haben wir jetzt ein Quartier mit neuen Wohnungen ausschliesslich im Hochpreissegment, mit sehr vielen Büronutzungen, ohne einen funktionierenden Platz, ohne Schulen und Kindergärten, und ohne vernünftige Verkehrsplanung, gerade beim Langsamverkehr. Ein anderer wichtiger Punkt ist die Gentrifizierung, die unheimlich schnell vor sich geht, seit der Wirtschaftswissenschaftler René Frey in den 90er Jahren den Begriff der A-Stadt prägte, die Stadt der ArbeiterInnen, AusländerInnen, Alleinerziehenden, AlkoholikerInnen und sonst Abhängigen, Alten, Auszubildenden – einfach Armen. Seither sehen wir auf verschiedenen Ebenen Aufwertungsmassnahmen, teilweise von der Stadt aber auch von privaten Investoren. Im Langstrassequartier wurde ein ganzes Paket an Massnahmen durchgesetzt, in dessen Rahmen die Stadt Milieuliegenschaften aufkauft, permanent Polizeikontrollen durchgeführt werden, Alkis von ihren Treffpunkten vertrieben wurden, in der Bäckeranlage, auf dem Zeughausareal etc.

Diese Massnahmen finden gerade in der Bevölkerung Unterstützung.
Das sind Massnahmen, die dem Sicherheits- und Sauberkeitsempfinden der SchweizerInnen entsprechen. Aber es ist ein zweischneidiges Schwert. Es waren gerade jene kleinen LadenbesitzerInnen an der Langstrasse, welche sich über die Junkies beschwerten, die dann gehen mussten, weil die Mieten so stark angestiegen sind. An und für sich ist nichts zu sagen gegen Aufwertung. Alle möchten schöne Grünanlagen, Sicherheit und Sauberkeit. Die Leute, die sich das wünschen, profitieren letztlich aber nicht davon. So mussten beispielsweise jene, die noch in den 90er-Jahren an der Weststrasse lebten, nach der Aufwertung ihrer Strasse ausziehen, weil sie sich die Miete nicht mehr leisten konnten. Die reichen Leute werden immer die Möglichkeit haben an einer ruhigen Wohnlage zu leben, gute Schulen zu besuchen, Spitäler etc. Für arme Leute ist das nicht möglich und daher sind sie auf den Schutz der Stadt angewiesen.

Du hast Investoren im Zuge deiner Arbeit kennengelernt. Was sind das für Menschen, welches Bild einer Stadt haben sie?
Sie haben ein sehr einfaches Bild. Einer der Geschäftsführer einer grossen Immobilien-Consulting Firma in Zürich zum Beispiel hat den Wert einer Stadt in konzentrischen Kreisen angeordnet: Das Zentrum am Bellevue, und je weiter raus es geht, umso weniger Wert sind der Boden und die Liegenschaften und damit auch die Menschen, die darin wohnen.

Ein Element der Bürgerlichen ist auch die Steuerpolitik.
Genau, der Steuerwettbewerb zwischen den Gemeinden ist ein weiteres Element des Neoliberalismus. Für die Gemeinden ist er teilweise verheerend. Denn jede Gemeinde versucht, vor allem reiche Leute und multinationale Konzerne anzuziehen. Darum verlangen diese immer weniger Steuern von den Betuchten. Das hat im Falle von Luzern dazugeführt, dass der Kanton durch die fehlenden Steuereinnahmen seine Schulen und Spitäler nicht mehr bezahlen kann. Denn leider sind die reichen Leute und Firmen trotz Steuervergünstigungen nicht nach Luzern gekommen und die erhofften Steuern blieben aus. Und auch wenn sie kommen, wie das in Zürich West der Fall ist, haben die Firmen ihren Steuersitz anderswo, zum Beispiel in Wollerau (SZ). Sie beanspruchen zwar die Infrastruktur und grosse Flächen der Stadt, zahlen ihr aber keinen Rappen Steuern. Genau so wenig bezahlen die CEO's dieser Firmen hier Steuern. Aber sehr gerne gehen sie in die Oper und lassen sich auch sonst von der Stadt Zürich versorgen. Die meisten Steuern bezahlen immer noch die dichtesten Quartiere, sprich die Arbeiterquartiere, also die Leute, die am wenigsten Geld haben.

Global haben sich seit letztem Sommer diverse Aufstände entfacht, die eben diesen Hintergrund haben.
Was wir in diesem Sommer erlebt haben, ist der Widerstand in Brasilien, wo DemonstrantInnen forderten, dass der Staat das Geld, das er in die Weltmeisterschaft investiert und welches die FIFA absahnt, besser in Transport, Gesundheits- und Bildungssystem investiere. Im Gezi-Park in Istanbul ist auf ein anderes Element der neoliberalen Stadtentwicklung aufmerksam gemacht worden, nämlich auf die Privatisierung des öffentlichen Raumes. Auf die Kommerzialisierung durch das geplante Shopping-Center und eine autoritäre Planung von Investoren und der Verwaltung, die sehr viel mit Korruption zu tun hat. Auch in Zürich hatten wir im Oktober eine Demonstration, bei der sich ein breites Netzwerk all jener sozialer Gruppen gebildet hat, die verdrängt werden – MigrantInnen, autonomer Kulturzentren, Kleingewerbe, ArbeiterInnen und Kulturschaffender.

Was macht für dich die Qualität einer Stadt aus?
Wie schon Henri Lefebvre sagte, treffen in der Stadt verschiedene Gruppen auf engem Raum aufeinander. Das erzeugt Konflikte, damit aber auch neue soziale Entwicklungen, die durch die Interaktionen der verschiedenen Leute entstehen. Das ist für mich Stadt, ein buntes und lebendiges Gemeinwesen, in dem jeder seinen Platz hat, so «kurrlig und eiget» er sein mag. Die BürgerInnen sollen die Möglichkeit haben, Einfluss zu nehmen, in der Stadt zu wohnen und zu arbeiten.

Vesna Tomse lebt und arbeitet als Kommunikationspezialistin und Stadtsoziologin in Zürich.
Sie ist Mitinitiatorin von «Recht auf Stadt» und «Wem gehört Zürich?» sowie Mitglied von INURA, einem internationalen Netzwerk von StadtforscherInnen und AktivistInnen, die eine kritische Haltung gegenüber den neoliberalen Entwicklungen teilen.

Linktipps:
www.rechtaufstadt.ch
www.wem-gehoert-zuerich.ch

Die Spekulation treibt immer Menschen aus dem Zentrum Zürichs. Protest formiert sich unter der Forderung Recht auf Stadt für den Erhalt günstigen Wohnraums, alternativer Kultur und Gewerbe. *Bilder: zvg / Recht auf Stadt Zürich*

HINTERGRUND

«Recht auf die Stadt» geht auf den französischen Soziologen Henri Lefèbvre zurück. Er formulierte es als ein «Recht auf den Nichtausschluss» von den Qualitäten und Leistungen der urbanisierten Gesellschaft.

In seinem Text «Le droit à la ville» von 1968 fordert Lefèbvre die kollektive Wiederaneignung des städtischen Raumes durch die an den Rand gedrängten Gruppen sowie den Zugang zu den politischen und strategischen Debatten über die künftigen Entwicklungspfade.

Quelle: http://rageo.twoday.net

Des Hedgefunds spéculent-t-ils avec le terrain de l'expo.02 ?

Biel/Bienne

Tout le monde parle d'AGGLOlac mais presque personne de l'entreprise qui a été choisie comme partenaire par les villes de Bienne et de Nidau. Qui est Mobimo exactement et qui se cache derrière ?

Uwe Zahn

Le 22 mars 2001 Georges Theiler (ancien député au Conseil national, aujourd'hui député au Conseil des États) soumet un postulat : l'acquisition d'actions à des sociétés immobilières doit, en principe, être traitée comme l'acquisition de parts de fonds d'investissements immobiliers.

Cette phrase aux tonalités inoffensives ouvre une porte de service importante afin de contourner la fameuse Lex Koller, une législation servant à éviter le « bradage de la patrie » comme on l'appelait alors, car ainsi, l'acquisition d'une propriété foncière est limitée pour une personne étrangère.
Presque exactement un an avant l'ouverture de l'exposition nationale suisse expo.02 à Bienne, le Conseil fédéral était prêt à accepter ce postulat invraisemblable.

Qu'est-ce que cela a à voir avec le développement de Bienne et de Nidau ?

Ce n'est que sept mois avant de soumettre ce postulat que Georges Theiler était élu président au conseil d'administration du Holding Mobimo AG. Et Mobimo avait prévu les choses en grand.
L'entreprise Mobimo débute en 1999 avec un capital en actions de 73 Mio CHF. En 2000, une personne privée l'approvisionne par la coquette somme de 108 Mio CHF. En 2005, Mobino entre en bourse avec un capital de 112 Mio CHF, en 2006 viennent s'y ajouter 143 Mio CHF puis en 2007 140 Mio CHF. Puis en 2010 un emprunt convertible dont la conversion expire en juin 2014 et en 2011 suivent 193 Mio CHF ainsi, en juin 2014, le capital en actions se montera à 742 Mio CHF, c'est à dire le trois quarts d'un milliard.
Bienne et Nidau ont choisi cette entreprise immobilière exceptionnellement dynamique comme partenaire pour l'exploitation immobilière de l'ancien emplacement de l'expo.02 au bord du lac de Bienne. On pouvait déjà lire quelque chose à ce sujet dans le dernier numéro de Vision 2035 et l'information sera relayée par les médias durant les prochains mois à venir afin de savoir qui, et comment, tire la couverture de son côté dans ce partenariat.
Monsieur Theiler a néanmoins montré en 2011 avant son passage au Conseil des États comment la collaboration entre entreprise et politique fonctionne : la Mobimo, dirigée par lui-même, lui a octroyé un don de 40000.- francs pour sa campagne de votation. Un procédé pas très élégant qu'il a tenté de faire oublier en remboursant le montant plus tard.

Qu'est-ce que cela a-t-il à voir avec les Hedgefunds ?

La loi suisse sur les bourses (LBVM) prescrit que les participations qui constituent une partie de l'entier du paquet doivent être rendues publiques. La tolérance minimale est de 3% et c'est bien là qu'en décembre 2012 la pointe d'un iceberg apparaît, ou plutôt la pointe d'un rocher noir : BlackRock possède 3,07% des parts de Mobimo. L'entreprise américaine Blackrock, opérant dans le monde entier, est le plus gros investisseur mondial, lourde de 4 billions de francs suisses et qui contrôle 11 autres billions de francs. (1000 milliards sont un billion. C'est un 1 suivi de 12 zéros) Elle a, en 25 ans, pour ainsi dire, poussé en partant de rien jusqu'à cette taille-là.
Blackrock est seulement la pointe visible grâce aux réglementations. Tous les autres Hedgefunds et investisseurs étrangers, qui sont mêlés à Mobimo par moins de 3 % n'ont pas besoin de révéler leur identité. Combien y en a-t-il de ces investisseurs ? Une question qui pourrait intéresser les politiques nidowiens et biennois. Sur le site internet de Mobimo, on ne peut rien trouver à ce sujet. L'actionnariat est à peine classé entre personnes physiques, caisse de pension/ assurances/ banques, fondations, autres entrepreneurs et la position des dispositions. Qui sont, et avant tout, d'où viennent les actionnaires, n'est pas indiqué. (« Aktiengesellschaft » ne se dit pas pour rien en français « société anonyme »)
D'ici à ce que Mobimo clarifie les choses, on peut supposer que l'ancien terrain de l'expo.02 devienne l'objet de spéculation de hedgefunds étrangers ceci ayant été précédé par un postulat inoffensif, soumis peu avant l'ouverture de l'expo.02.
Quelqu'un a-t-il dit : « bradage de la patrie » ? Non, enfin si, mais il y a une consolation : l'ancien président de la Banque nationale suisse, Philipp Hildebrand travaille chez BlackRock. La Suisse est sauvée. Bienne et Nidau peuvent donc laisser construire ce terrain unique au bord du lac la conscience tranquille.

Eines kommt selten alleine

Einfamilienhäuser schiessen wie Pilze aus dem Boden, obwohl sie aus ökologischer und raumplanerischer Sicht kaum noch eine Existenzberechtigung haben. Vom Eigenheim verspricht man sich hohe Wohnqualität und grosses Potential zur Selbstverwirklichung. Eine kritische Betrachtung.

Melanie Häberli

Das Einfamilienhaus muss aktuell für allerlei Anschuldigungen herhalten. Gerade aus ökologischer Sicht ist der verhältnismässig grosse Platzbedarf und Energieverbrauch bei begrenztem Bauland und Ressourcen unhaltbar. Das Einfamilienhaus ist mit ein Grund, dass in der Schweiz pro Sekunde ein Quadratmeter Kulturland verbaut wird und das Mittelland langsam im Sumpf der Zersiedelung versinkt. Argumente gegen die Einfamilienhäuselei gibt es wie Sand am Meer – Einfamilienhäuser auch. Und wer selbst noch keines hat, der träumt in der Regel davon. In Umfragen bestätigen mehr als drei Viertel der Befragten, dass das Einfamilienhaus ihre bevorzugte Wohnform sei.

Vor allem in den Agglomerationen und ländlichen Gebieten entstehen auf Neubauzonen primär Einfamilienhäuser. Der Traum vom Haus mit Garten lässt sich da einfacher verwirklichen als in der Stadt. Der urbane Mensch hat in der Umsetzung etwas mehr Schwierigkeiten, doch an den Stadträndern kann auch er sich gütlich tun. Dort stehen die Häuschen dann zwischen Wald, Flur und urbanem Raum und haben ihre liebe Mühe sich irgendwie in der Landschaft zu integrieren.

Eine Begehung

Spaziert man durch die Einfamilienhausquartiere sticht einem ins Auge, dass die Abgrenzung ein wichtiger Aspekt sein muss. Zum einen räumlich, indem das Grundstück klar abgegrenzt wird: klassisch mit Thuja, moderner mit japanischem Bambus oder gar nur mit einem schnöden Gartenzaun. Ein jeder schafft sich seinen privaten Freiraum, grenzt ihn klar ab. Nebst der räumlichen ist auch die architektonische Abgrenzung zu beobachten, was zwar nicht zwingend schlecht sein muss, in der Praxis aber zuweilen ein trostloses Bild abgibt. Zu oft stehen Einfamilienhäuser verschiedenster Formen und Farben dicht beieinander. Was sie verbindet, ist einzig das Fehlen eines erkennbaren Stils. Für die Menschen ist dabei nur zu hoffen, dass sich die architektonische Beziehungslosigkeit des Quartiers nicht als soziale fortsetzt.

Denkmal zu Lebzeiten

Gespielt wird beim Hausbau mit diversen Elementen: Säulen, Erker, Türmchen, Rundbögen, Flachdach, Giebel und Trockensteinmauern – alles kommt nebeneinander zu stehen und hat sich doch Nichts zu sagen. Diese Extravaganzen dienen nebst der Abgrenzung wohl eher der Selbstdarstellung. Mittels Hausbau setzt sich ein mancher schon zu Lebzeiten ein Denkmal. Doch diese Anstrengungen zur Abgrenzung und Individualität werden dadurch Zunichte gemacht, dass ein Einfamilienhaus selten allein kommt. Die massenhafte Umsetzung führt dazu, dass sie dicht beieinander stehen und als eintönige Häuserwüste wahrgenommen werden. In dieser Einöde ist keine wirkliche Einzigartigkeit mehr auszumachen und die Begründung von Freiräumen innerhalb von Hecken und Gartenzäunen hat zumindest von Aussen betrachtet eher etwas Beengendes. Statt Originalität und Individualität kann das Einfamilienhaus allenfalls noch Sparsamkeit und Fleiss repräsentieren.

Neue Wohnformen

Das Einfamilienhaus gibt uns Obdach, repräsentiert Werte, bietet eine Plattform zur Selbstdarstellung und ist Statussymbol. Diese Eigenschaften müssten neue Wohnformen, die das Einfamilienhaus konkurrieren wollen, auch mitbringen. Im Rahmen des verdichteten Bauens eine echte Herausforderung. Bleibt noch die Hoffnung auf einen Paradigmenwechsel in Bezug auf das Wohnen: weg von der Isoliertheit des Einfamilienhauses hin zu mehr Begegnungen und Austausch. Warum nicht durch soziale Beziehungen statt materieller Werte die Lebensqualität steigern? Das verdichtete Bauen bietet hier die Chance zum experimentieren mit neuen Lebensformen. Gelingt der Aufbruch hin zu neuen Idealen, wird das Einfamilienhaus mittelfristig vielleicht doch noch obsolet.

Bis sich neue Wohnformen gegenüber dem Einfamilienhaus etabliert haben werden noch viele Häuser gebaut. Nebst dem Warten bleiben uns noch politische Massnahmen: zum Beispiel die Kulturland-Initiative (siehe Zweittext).

Melanie Häberli ist zweifache Mutter und lebt mit ihrer Familie in einem ehemaligen Bauernhaus in Sutz im Stockwerkeigentum.

Die Kulturland-Initiative

Die Grünen Kanton Bern, der Berner Bauernverband LOBAG und die BDP Kanton Bern haben Mitte November ihre gemeinsame Kulturland-Initiative lanciert. Mit einer Verfassungsanpassung soll die Ausdehnung der Siedlungsflächen wirksam verlangsamt werden. «Das Richtige am richtigen Ort tun», heisst das Motto. Mit anderen Worten: Die Entwicklung des Kantons Bern soll nicht verhindert, jedoch wirkungsvoll gelenkt werden.

Die Initiative fordert die Erhaltung von genügend landwirtschaftlich nutzbarem Kulturland sowie den quantitativen und qualitativen Schutz der landwirtschaftlichen Nutzflächen. Mit dem Schutz des Kulturlandes wird die Zersiedelung gebremst.

Die durchschnittliche Wohnfläche pro Person betrug 1980 in der Schweiz 34 Quadratmeter; 2000 waren es 44 und heute dürfte der Wert bei 48 Quadratmetern liegen. Es braucht weiter genügend gute Böden für die Nahrungsmittelproduktion. Nur damit kann die lokale Herstellung von Lebensmitteln gestärkt werden. Nur der Erhalt der nötigen Flächen und die Förderung der verschiedenen Strukturen werden dem Schwund dieser wichtigen Biodiversität entgegenwirken. Zudem ist eine intakte Kulturlandschaft wichtig für die Naherholung und die touristische Attraktivität.

Daphné Rüfenacht, Co-Präsidentin des Initiativkomitees und Grüne Grossrätin

Weitere Informationen und Unterschriftenbögen zum Herunterladen unter: www.kulturland-initiative.be

Argumente gegen die Einfamilienhäuselei gibt es wie Sand am Meer – Einfamilienhäuser auch. Bild: Melanie Häberli

Kein Heimatfilm

«Zum Beispiel Suberg» ist ein Dokumentarfilm mit Tiefgang und Brisanz. Es ist kein Heimatfilm, wenn auch sein Regisseur Simon Baumann versucht, sich in seinem Dorf Suberg zu beheimaten. Es ist ein Film, der schmerzhaft bewusst macht, wie sehr unser Land sozial vereinsamt, weil Besitzstandwahrung und -mehrung das Gefühl der Zusammengehörigkeit zerstören; weil der Bau eines Häuschens und einer gut erschlossenen Zufahrtsstrasse uns wichtiger geworden sind als unser Kulturland und die Begegnung von Mensch zu Mensch. Obschon die Schweiz von Jahr zu Jahr immer mehr zum Klischee ihrer selbst mutiert, hat Simon Baumann einen humorvollen Film gestaltet, der billige Klischees meidet und durch den Einbezug der Familiengeschichte eine berührende persönliche Tiefe gewinnt.

Noch läuft «Zum Beispiel Suberg» in einzelnen Kinos.
Ab Frühling 2014 gibt es ihn auf DVD für Fr. 27.- Vorbestellung unter: www.fairandugly.ch

Dieter Fahrer Filmemacher und Produzent von «Zum Beispiel Suberg»

Geschichte lebt

In Zusammenarbeit mit dem Bieler Geschichts- und Museumsverein organisiert die Stadtbibliothek diesen Winter und Frühling die Veranstaltungsreihe «Quartiergeschichten – Zeitzeugen berichten». Während der Gesprächsrunden werden ältere Personen (ab 70 Jahren) über ihre Erinnerungen an die Jugendjahre (bis ca. 1955) erzählen. Als zentraler Punkt der Gespräche dient jeweils ein bestimmtes Bieler Quartier: «Wie sah es aus? Welche Quartierläden, Handwerksbetriebe, Fabriken gab es? Wo spielte man; welche Spiele? Welche Erinnerungen an die Schule/Lehrer blieben haften? Gab es Quartieroriginale?»
Die nächsten Quartiergeschichten gibt es am 27. Februar (Beaumont Ost), 27. März (Bahnhofquartier), 23. April (Champagne) jeweils von 17.30 Uhr bis 19 Uhr im Mehrzwecksaal der Stadtbibliothek Biel.
www.bibliobiel.ch

Quelle: Stadtbibliothek Biel

Über das Champagnequartier wird am 23. April gesprochen. Bild: zvg

Bienne accorde-t-elle un prix pour la destruction des logements à prix modérés ?

Par la mise au concours du « Prix Engagement », la ville de Bienne veut mettre en avant les projets de restructuration. Dans quel but ?

Uwe Zahn

Encore une fois, la ville de Bienne déclarait en octobre 2013 qu'il y a trop de petits et de vétustes logements à Bienne. Elle se base, une fois de plus, sur une étude de Wüst und Partner (l'entreprise zurichoise, un partenaire idéal pour la dévastation des villes).

L'étude n'est certes pas rendue publique, mais elle prétend savoir ce qui est bon pour Bienne: des logements plus coûteux et plus grands. Dans cette étude, réalisée pour le bon contribuable biennois, on retrouve des affirmations sensationnelles telles que: « [...] les logements construits après 2010 accusent une augmentation de loyer allant jusqu'à 30% de plus que ceux datés antérieurement [...]. » On en croit pas ses yeux! C'est presque digne d'un Prix Nobel de théorie économique!

Il faut un remède. Et quel est dans cette situation le meilleur outils que notre économie de destruction ballottée par la concurrence possède? Un concours nommé « Prix engagement »! Quels sont les critères à remplir? Mis à part « qualité architectonique » et « importance pour l'image de la ville de Bienne », est-ce « taux de rendement et commercialisation » ? Car – son de cloche original de la brochure du concours – « [...] un investissement dans le renouvellement du parc immobilier se rentabilise d'une part par un loyer plus élevé à moyen terme […] d'autre part par la contribution à l'embellissement de l'image d'une ville et d'un meilleur mélange social des quartiers habitables […] »

Il faut simplement y ajouter : par mélange social on entend l'expulsion de l'habitant-e biennois-e à faible revenu. Une sorte de nettoyage afin qu'enfin le bon contribuable vienne vivre à Bienne. Mais encore : la ville de Bienne prêche l'exemple concernant l'embellissement de l'image de la ville. Un coup d'œil sur le bâtiment scolaire du Marché-Neuf ou le bâtiment scolaire de la rue de l'Union avec le bel échafaudage qui protège depuis des années des chutes de bouts de façade en dit long. Là au moins, la politique du laisser-aller est durable. Comme c'est si bien dit dans le prospectus : « Votre investissement est contagieux !» Alors, nous nous attendons au mieux.

P.S. : Au moins, le prix mis au concours est presque neutre pour le budget de la ville : Le meilleur projet se voit rembourser les coûts des droits d'autorisation de construction jusqu'à un montant de Fr. 2'0000.-.

Sparen – das klingt immer gut

In der Budgetfrage geht es auch um die Frage, was für eine Stadt wir wollen. Eine Stadt, die ihren Bewohnerinnen und Bewohnern kulturell und sozial etwas bietet. Eine Stadt, in der sich die Menschen wohl fühlen können. Oder eine Stadt, in der die kalt berechnenden Buchhalter regieren.

Fritz Freuler

Es gibt eine Forderung, die den Politikern besonders leicht vom Mund geht: Steuern senken! Wer die Steuern senkt, beschenkt vordergründig sein Wahlvolk. Es muss fortan weniger Steuern zahlen. Und wer bezahlt schon gerne Steuern?

Damit man Steuern senken kann, muss man Sparen. Auch das ein Wort, welches Politiker besonders gerne predigen. Sparen klingt immer gut. Und schmerzhaft ist es nur bei sich selber. Also beginnt man bei den Schwächsten: Sparen bei der Sozialhilfe, Sparen bei Kulturbeiträgen, Sparen bei Dienstleistungen für Betagte und Behinderte, Sparen bei der Gassenküche, Sparen beim Tierschutz. Und auch beim Stadtpersonal kann man die Schraube noch ein wenig anziehen. Das geht ganz leicht und schmerzfrei. Persönlich ist man von solchen Sparmassnahmen ja nicht betroffen.

Sparen seit Jahren

In der Stadt Biel wird nun seit Jahren gespart – und seit Jahren sinken die Steuern. Davon profitieren diejenigen, die hohe Einkommen haben und wenig Dienstleistungen vom Staat bedürfen: Weil sie das Glück haben, gesund zu sein oder in stabilen Verhältnissen zu leben, weil sie einen Job verrichten, der auf dem Markt gerade gefragt ist, oder weil sie über die Mittel verfügen, die Kinder in Privatschulen zu schicken, falls ihnen die öffentliche Schule nicht mehr zumutbar erscheint.

Und davon beispielsweise sind wir nicht mehr weit entfernt. Man besuche nur einmal die öffentlichen Schulhäuser in der Stadt Biel, die (immer noch) nicht renoviert worden sind. Die mangelnden Steuereinnahmen führen dazu, dass längst nötige Renovationen von Schulhäusern, Heimen und Verwaltungsgebäuden immer weiter hinausgezögert werden. Der Investitionsbedarf staut sich auf. Liegenschaften und Schulzimmer verlottern, die Infrastruktur hält mit der Zeit nicht mehr mit. Gleichzeitig sollen die Schule und ihre Lehrkräfte immer mehr Aufgaben übernehmen, bei steigenden Klassengrössen.

Immer weniger Mittel

Zu den Sparmassnahmen in der Stadt Biel kommt vor allem noch die Sparwut im Kanton Bern hinzu, während die gesetzlichen Aufgaben der Stadt, auf die sie keinen Einfluss nehmen kann, stetig zunehmen. Längst bleibt auf der Strecke, was nicht auf der Strecke bleiben dürfte. Für die Pflege von Kranken, Behinderten oder Betagten stehen immer weniger Mittel zur Verfügung. Die Alterspflege muss immer schneller von Statten gehen, zum Leidwesen der Betroffenen. Tausenden von Familien und Einpersonenhaushalten werden die Krankenkassenbeiträge gestrichen. Es gibt Haushalte, die verlieren allein durch diesen Sparstreich einen Monatslohn pro Jahr! In Biel, wo die Einkommen generell tiefer sind als in Bern, werden entsprechend mehr Personen und Familien von dieser Kürzung betroffen sein.
Aber auch die Kultur, wie beispielsweise der Chessu, soll zur Ader gelassen werden. Kultur – und vor allem alternative Kultur – ist nicht rentabel für die öffentlichen Kassen. Also: Budget kürzen!

«Vision 2035» heisst diese Zeitung. Politiker, die gebetsmühlenartig sparen und Steuern senken wollen, haben eine armselige Vision unserer Stadt – allein schon für die Gegenwart. In die Zukunft mögen sie wahrscheinlich gar nicht blicken. Wenn sich der Wert Gesellschaft daran bemisst, wie sie mit ihren Schwächsten umgeht, dann betreiben sie eine systematische Politik der Entwertung unserer Stadt. Was kann man sich Schlimmeres vorstellen?

Und das Ganze wozu?

Wer Sparen will und die Steuern senken, redet auch viel und gern von Steuerwettbewerb: Unternehmen, die man ansiedeln und gute Steuerzahler, die man mit grossen und teuren Eigentumswohnungen anlocken will. Das allgemeine Menschenbild dieser Politiker scheint sich aus ihrer Selbstwahrnehmung abzuleiten. Und die ist womöglich auch noch verzerrt.
Nicht alle Unternehmer, Bürgerinnen und Bürger dieser Stadt stellen den Mammon an die höchste Stelle in ihrer Prioritätenliste. Es gibt auch und gerade in Biel Menschen, die ein kulturelles Angebot schätzen; die Kultur als Begriff verstehen, der den zivilisierten Menschen ausmacht; die in einer Stadt leben wollen, die den Schwächsten in ihrer Gesellschaft ein Leben in Würde ermöglicht; die ein solidarisches Zusammenleben dem kühlen Egoismus vorziehen.

Die Stadt braucht jetzt ein Budget, in dem die Sparmassnahmen mit den schmerzlichsten Konsequenzen wieder gestrichen werden. Damit ein solches entsteht braucht es nebst engagierten Parteien vor allem die Mobilisierung der direkt Betroffenen wie «Bienne bouge»: von Menschen, die sich für Kultur, Gerechtigkeit und den sozialen Zusammenhalt engagieren.

Fritz Freuler ist Stadtrat der Grünen Partei und Geschäftsführer der sozialen Immobilienverwaltung «Casanostra.»

Biel in Zukunft? «THE NATURE STRIKES BACK, 2013» von Patrick Christe aus der Ausstellung «ICI C'ETAIT BIENNE» in der Art-Etage mit lokalen Kunstschaffenden und ihren futuristischen oder aktuellen Ansichten der Stadt Biel. Bild: zvg

«Das arme Schwein hat einen Schlitz im Rücken und kriegt nie was rein»

Martin Kamber

Leere Kassen, leere Tassen

Auch die Bieler Gassenküche VAGOS wünscht sich eine soziale Stadtpolitik. Bis zu hundert Menschen suchen täglich die Institution am oberen Quai 52 auf, die seit 23 Jahren existiert.

Irma Feldmann

Im Winter gibt es neben den vollwertigen Mahlzeiten mittags und abends für fünf Franken auch gratis heisse Suppe und Brot. Es gibt eine Dusche und die Möglichkeit, günstig Wäsche waschen und trocknen zu lassen. Der Aufenthaltsraum steht von November bis April von zwölf Uhr bis neun Uhr am Abend ohne Konsumzwang oder Eintrittskontrolle allen offen.

Die Gassenküche funktioniert seit Anbeginn als selbstverwalteter Verein und lebt von Spenden aller Art: Geld, Nahrungsmittel, Küchenmaschinen und -materialien, warme Winterkleider, usw. werden nach Absprache zugesendet, vorbeigebracht oder abgeholt. Diese Spenden kommen zum Teil von der Stadt, zu einem grossen Teil jedoch von Einzelpersonen, Vereinen, Firmen oder Organisationen wie Stiftungen und Kirchen, die aus eigener Motivation der Gassenküche die Anerkennung geben, die sie verdient. Nur so konnte über zwei Jahrzehnte hinweg aus einer kleinen Küche mit einem Kochherd aus dem Brocki eine professionelle Gastroküche werden, und aus einer Handvoll Obdachloser eine buntgemischte Menschenmenge. Doch ein Verein, der sich mit einem jährlichen Budget von 250'000 Franken durch Spenden aller Art und Grösse von allen möglichen Seiten finanziert, ist hin und wieder nahe am Limit. So sieht es auch jetzt finanziell sehr düster aus: Die Spenden von Privaten gehen zurück und die erwartete Subventionserhöhung steht noch immer aus.

Das Loch muss gestopft werden

Soll die Gassenküche mit ihrem jetzigen Angebot weiterhin in Biel existieren, muss das Loch, welches dieses Jahr voraussichtlich in der Kasse entstehen wird, gestopft werden. Woher das Geld kommt, ist letztlich nicht so wichtig. Als langjährig gut frequentierte soziale Institution dürfte es jedoch auf der Hand liegen, dass es zum grossen Teil von städtischer oder kantonaler Seite kommt. Der allgemeine Spartrend geht indes verstärkt auf Kosten des Sozialen und der Kultur. So sind, um auf die prekäre Situation der Gassenküche aufmerksam zu machen, auch Aktionen im öffentlichen Raum geplant, wie sie im November und Dezember bereits stattfanden. Um einfach nicht locker zu lassen. Die Teammitglieder der Gassenküche sind kampferprobt und wissen wie wichtig Zusammenhalt in Krisenzeiten ist. Diese Stärke hat ihnen nicht zuletzt auch die jahrelange Arbeit in diesem zum Teil sehr schwierigen Milieu überhaupt ermöglicht.

Irma Feldmann
wohnt auf einer Brache in einem Bauwagen und arbeitet in der Gassenküche.

Die Finanzen der GaKü

Als die beiden Vereine Gassenküche und Suppenstube Vagos fusionierten, wurde der Leistungsvertrag zwischen der Stadt und dem Verein Vagos weitergeführt. Das heisst, der Verein Gassenküche Vagos erhält eine jährliche Subvention von 74'000 Franken. Da die Suppenstube Vagos jedoch nur halbjährlich (im Winter) aktiv ist, macht die Zusammenarbeit mit der Gassenküche nur schon deshalb Sinn, da es kaum machbar wäre, sich für ein halbes Jahr irgendwo einzumieten. Nicht zuletzt ergänzen sich die beiden Angebote perfekt und die Mitarbeiter sind über die Jahre zu einem Team zusammengewachsen. Im Jahre 2011 wurde ein Subventionserhöhungsgesuch beim Kanton eingereicht, um die Existenz beider Vereine zu sichern. Dieses wurde jedoch abgelehnt. Die Stadt bezahlte daraufhin für zwei Jahre die vom Kanton geforderte Summe von 100'000 Franken, um die Zeit zu überbrücken, bis ein neues Gesuch gestellt werden kann. Käme ein neuer Leistungsvertrag zustande, müsste die Stadt zehn Prozent des Subventionsbetrags übernehmen, den Rest würde der Kanton bezahlen.
Als die Stadt vor zwei Jahren den fehlenden Betrag sprach, ermöglichte sie die erste Lohnerhöhung seit über zehn Jahren. Der Grundlohn betrug zuvor Fr. 17.80, heute beträgt er Fr. 22.30. Als Nächstes wurden die wöchentlichen Sitzungen, die jeweils zirka zwei Stunden dauern und an welchen die basisdemokratische Organisation des Betriebs besprochen und geplant wird, ausbezahlt. Noch immer werden pro Monat viele Stunden Arbeit umsonst geleistet, die 16 Teammitglieder teilen sich diese Aufgaben, sowie die Verantwortung. Es ist nicht das Ziel, alle Gratisstunden irgendwann bezahlen zu können, aber die Löhne wieder auf den Stand von 2011 zu senken, wäre undenkbar.

AKTIONEN

24. Oktober – Aktion Bienne Bouge gegen die Sparmassnahmen mit rund 500 DemonstrantInnen.

Im November - Zu Gast en einem Stand der Grünen Partei bietet die Gassenküche Suppe und Brot an und macht auf ihre Situation aufmerksam.

21. November - Die Gassenküche verteilt auf dem Zentralplatz Gulasch gegen Kollekte. An der spontanen Aktion nehmen über 80 Leute teil, kommen mit Hunderten Passanten ins Gespräch.

1. Dezember - An der Balade de Noël in der Altstadt gibt es am Stand der Gassenküche Suppe, Punsch, Brot und Flyer.

10. Dezember: Die Gassenküche wird vom Altstadtleist für den Chlouser engagiert - dort jedoch vom Stellvertreter des Leists regelrecht vertrieben. Zwischen den Holzhäuschen des Weihnachtsmarktes in der Nidaugasse wird sie toleriert.

Anderes Geld für eine bessere Welt

Ob wir wollen oder nicht: Geld regelt heute einen wichtigen Teil unserer Beziehungen. Warum das so ist, ob wir dem einfach ausgeliefert sind und wie wir Möglichkeiten haben, die Gestaltung der Beziehungen wieder mehr in die eigenen Hände zu nehmen, ist das Thema dieses Artikels. Durch das vorgestellte Spiel Polymoney kann das nicht nur theoretisch gelesen, sondern auch praktisch erprobt werden. Am 11. Februar wird in Biel gespielt.

Jens Martignoni

Warum ist Geld so wichtig? Diese Frage scheint heute ziemlich rhetorisch zu sein, eine Antwort erfolgt sogleich: «Weil mans braucht zum Leben» oder «weil man ohne Geld grosse Schwierigkeiten bekommt». Aber was genau macht denn Geld so wichtig und zentral? Eine etwas tiefergehende Antwort lautet: Durch Geld werden viele Aspekte von menschlichen Beziehungen geregelt, insbesondere solche, die mit Geben und Nehmen, sowie Besitzen und Tauschen zu tun haben. Geld ist also nicht ein Stück Papier oder gar ein Wertgegenstand wie Gold, sondern in der Hauptsache ein Regel- oder Vertragswerk. Wer hier nun etwas ungläubig den Kopf schüttelt, ist nicht alleine. Weder in der Schule noch in den Hochschulen wird Geld so erklärt. Trotzdem wird ein Wirtschaftsprofessor der obigen Ansicht nicht widersprechen. Er wird sie allerdings nicht für besonders wesentlich halten, denn in den Wirtschaftswissenschaften kümmert man sich nicht darum, wie die Regeln des Geldes ausgestaltet werden, sondern nur darum, wie die bestehenden Regeln angewendet werden. In jedem Spiel können wir aber beobachten, dass es sehr darauf ankommt, welche Regeln gesetzt werden: Wenn die Regel z.B. ist, der Ball darf nur mit den Füssen berührt werden, entsteht Fussball und alle die das Talent in den Füssen haben, werden erfolgreich sein. Hingegen werden solche, die den Ball sehr geschickt mit den Händen spielen können, das Nachsehen haben.

Erstaunlicherweise wird diese Binsenwahrheit beim Geld und seinen Regeln meist nicht verstanden. Eine der wichtigsten Regel im heutigen Geldsystem - ich will sie die Regel der automatischen Geldkonzentration nennen - lautet z.B.: Wer viel Geld (und Besitz) hat, der kann vielerlei Rechte erwerben, noch mehr Geld zu erhalten; wer wenig Geld hat, dem bleibt die Pflicht, den Besitzenden Tribut zu zahlen und er wird es schwer haben, zu Geld zu kommen. Diese Regel, dass nämlich mittels Geld Rechte gekauft werden können, mit denen andere dazu verpflichtet werden, eine Abgabe zu zahlen, führt nun dazu, dass sich das Geld immer mehr bei denjenigen sammelt, die schon davon haben. Mit Geld kauft man Land, Häuser, Unternehmen, Schuldscheine, etc. und kassiert dann davon Pachtzinsen, Wohnungsmieten, Unternehmensgewinne oder Schuldzinsen. Es hat also in diesem Fall wenig zu tun mit Verdienst oder Können, sondern ist eine Grundregel des Spiels. Diese Regel wird zum Beispiel im Spiel Monopoly eindrücklich aufgezeigt. Aber während im Fussball eine solche Regel längst korrigiert worden wäre, bei der immer die gleiche Mannschaft gewinnt, schlicht auch weil es zu langweilig wäre, vergessen die meisten Menschen ihren gesunden Menschenverstand, wenn es um Geld geht. Anstatt die Regeln so zu gestalten, dass alle eine faire Chance haben, spielen alle das Spiel bis zum bitteren Ende mit, bis einer fast alles hat und alle anderen nichts mehr.

Die grossen Währungskrisen

Aus dem bisher Gesagten ist es nun sehr einfach einen Kern der immer wiederkehrenden Währungskrisen zu benennen. Eine Währungskrise entsteht, wenn die Vermögenskonzentration und die Aufblähung einer Währung ein bestimmtes Mass überschritten hat. Dann werden sozusagen katastrophenmässig, Gelder und Vermögen vernichtet, die sich in ungesundem Masse aufgehäuft haben und nun als toxische Masse die Gesellschaft vergiften. Leider vernichtet eine Währungskrise nicht nur einen Teil der Giftgelder, sondern auch viel Gutes.

Die Zahl der weltweiten Währungskrisen zwischen 1970 und 2007 beträgt über 300. Dennoch wurde noch nichts daran gemacht, die Regel der automati-schen Geldkonzentration zu ändern. Im Gegenteil wurden in den letzten Jahren weitgehende Massnahmen umgesetzt, dass diese Regel noch besser greifen kann (Abbau von Unternehmens- oder Kapitalsteuern, Aufhebung des Verbots von Hedgefonds, etc.). Es ist verständlich, dass diejenigen, die von dieser Regel direkt profitieren, sie auch nicht ändern wollen. Es ist weniger verständlich, dass die über 90 Prozent der Menschen, die durch diese und andere Regeln benachteiligt werden nicht deren Änderung fordern, ja vielfach nicht einmal begriffen haben, dass das Geld nur nach menschengemachten Regeln funktioniert.

Lösungsansatz Komplementärwährungen

Hier setzen nun Komplementärwährungen an. «Wir machen die Regeln unseres Geldes selbst!» ist nicht nur ein urdemokratisches Selbstverständnis, sondern auch die Grundlage jeder Komplementärwährung. Es wird parallel zum bestehenden Geldsystem einfach ein paralleles zweites System mit eigenen Regeln eröffnet. Alle die sich daran beteiligen wollen, können sich mit den Regeln einverstanden erklären und beitreten.

Um sich nun besser vorstellen zu können, was eine Komplementärwährung ist, wie sie wirkt und was sie bewirkt, wurde das Spiel Polymoney entwickelt.

Im Spiel geht es um Geld, das früher oder später bei allen Mitspielenden knapp wird, wie heute vielfach erlebbar. Nach der Einführung einer zusätzlichen Komplementärwährung ändert sich die Situation, weil eben plötzlich auch nach anderen Regeln und ein anderes Spiel gespielt werden kann. Die wirtschaftliche Situation der Bewohnenden des Quartiers kann so verbessert werden, und vor allem, wie Geld funktioniert kann besser beobachtet werden. Dies wird unter anderem durch eine transparente Buchhaltung ermöglicht, die am Ende jeder Runde den Spielstand aller Teilnehmenden einsehbar macht. Das Spiel bietet also eine Möglichkeit, sich vertieft mit Geld und dem Denken über Geld auseinanderzusetzen. Das ist ein wichtiger Schritt dazu, später vielleicht auch in der Realität echte Komplementärwährungen zu schaffen, die der Gemeinschaft dienen und das menschenwürdige Leben erleichtern.

Selbstverständlich ist das herrschende Geldverständnis noch absolut dominierend und die Besitzverhältnisse werden sich auch nicht so rasch ändern. Dennoch bringt schon die Tatsache, dass durch eine Komplementärwährung eine Alternative angeboten werden kann, den Giganten etwas ins wanken. Und sicher erhöht eine Geld-Vielfalt, wie in einem Oekosystem, auch die Krisenresistenz. Lernen durch Spiel, Experimente und Versuche ist immer ein guter Schritt. Man kann dabei sicher sein, sich auf den Weg zum Besseren gemacht zu haben, denn: Eine bessere Welt braucht dringend besseres Geld.

Jens Martignoni ist der Spielentwickler von Polymoney und Dozent für Innovationsmanagement und Mathematik sowie Geschäftsführer von Flexibles, Verein zur Förderung neuer Arbeitsformen.

Polymoney: Die Teilnehmenden experimentieren mit alternativem Geld und überwinden damit die Misere. Bilder: zvg

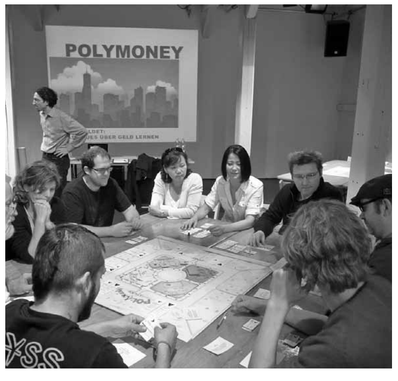
Polymoney kurz erklärt

Das Brett- und Rollenspiel Polymoney wurde von FleXibles - Verein zur Förderung neuer Arbeitsformen unter der Leitung von Jens Martignoni entwickelt. Es zeigt, dass neue Geldsysteme als Lösungsansatz heutiger Wirtschaftsprobleme eine wichtige Rolle spielen könnten. Im Zentrum steht das Leben in einem Quartier, das nicht auf der See- oder Sonnenseite liegt, sondern etwas mehr im Schatten. Anhand von Geld, Besitz und Spekulation wird gezeigt, dass unter den gegebenen Verhältnissen zwangsläufig Arbeitslosigkeit, Armut und Existenzprobleme auftreten. Doch mit viel Eigeninitiative und mit Hilfe der Stadt kann es den Bewohnenden gelingen, der Misere zu entkommen und wieder gesundes Leben ins Quartier zu bringen. Ein zentraler Schlüssel ist dabei die Einführung einer Komplementärwährung und die Aktivierung der kreativen Ressourcen. Dies wird im Spiel Polymoney als Brett-, Rollen- und Lernspiel von den Mitwirkenden entdeckt und gemeinsam entwickelt.

Polymoney wird in Workshops mit erfahrenen Spielleitenden ab 7 bis ca. 20 Personen gespielt. Anfragen für Termine oder Workshops: Verein FleXibles, Zürich (044 271 70 20, mail@flexibles.ch).

Polymoney Workshop in Biel

Am 11. Februar von 18 bis 21 Uhr findet in Biel ein Workshop mit dem Spiel Polymoney statt. Nach einer kurzen Einführung zu Komplementärwährungen kann innerhalb des Spiels in einer Rolle die Entwicklung eines Stadtquartiers mitgestaltet werden. Anschliessend Auswertung und Diskussion der Ergebnisse
Wyttenbachhaus (Zimmer 3), Rosiusstrasse 1
Kosten: 30 Fr., inkl. Imbiss in der Pause
Anmeldung: info@vision2035.ch
Sprache: Deutsch



Das Spiel wird in Workshops mit erfahrenen Spielleitenden gespielt.

Vollgeld-Reform

Die internationalen Finanzmärkte spielen verrückt. Des Übels Wurzel liegt im Umstand, dass die privaten Banken selber unkontrolliert Geld schaffen. Initianten der sogenannten «Vollgeldreform» fordern, das Monopol der Geldschöpfung der Nationalbank zu übertragen.

Die Initianten

Die Vollgeld-Reform schafft die Möglichkeit, Gesellschaft und Umwelt vom Zwang der Kapitalakkumulation, sowie Markt und Staat vom Diktat der Finanzbranche zu befreien.

Heute schützen Staaten die unantastbaren Rechte der Menschen und der Natur - ausser sie stören das profitable Geschäft! Dieser absolute Vorrang der Wirtschaft vor dem Staat bzw. des Profits vor dem Recht wird durch das Schuldengeld-Regime zementiert. Denn es dominiert die Wirtschaft und den Staat. Diese Dominanz kann in einem Vollgeld-Regime aufgehoben werden.

Befreiung vom Wachstumszwang: Im Unterschied zum jetzigen verzinslichten Schuldengeld induziert eine Vollgeldordnung keinen Wachstumszwang. Indem die umlaufende Geldmenge vollständig entschuldet und somit die Geldbasis zinsfrei wird, entfällt im Prinzip der Zwang, aus Geld mehr Geld zu machen. Die Möglichkeit schaffen, heisst allerdings noch nicht, die Wirklichkeit zu ändern. Damit das geschieht, sind demokratischer Wille und emanzipatorisches Engagement unabdingbar.

Monetäre Souveränität: Die Geldordnung ist eine Frage von Verfassungsrang. Ein Staat ohne nationale Währung ist nie souverän, unabhängig davon, ob ihm die Währung von Fremdstaaten oder vom eigenen Bankensystem auferlegt wird. In einer Demokratie sind die BürgerInnen der Souverän. Deshalb gehört das moderne frei schöpfbare Geld in die demokratisch kontrollierte öffentliche Hand. Zu diesem Zweck muss das Geldregal (Alleinrecht des Souveräns auf Geldherstellung) bzw. Art 99 BV auf das Giralgeld ausgedehnt werden. Dadurch erhält die Nationalbank erstmals die vollständige Geldmengenkontrolle.

Kampagnentagung in Zürich

Am 1. Mai 2014 möchten die Initianten der Vollgeld-Initiative starten und ab da innerhalb von 18 Monaten die notwendigen 100'000 Unterschriften sammeln. Um diesen Start und die ganze Kampagne vorzubereiten, laden sie alle, die sich für die Volksinitiative interessieren oder aktiv werden wollen zu einer Tagung ein. Dieses findet statt am Samstag 22. Februar im Gemeinde-Zentrum Hauriweg (Hauriweg 21) in Zürich-Wollishofen.

Los geht es um 9 Uhr morgens bei Kaffe und Gipfeli. Das Thema am Vormittag ist: Was will die Vollgeld-Initiative? Wie ist der Stand? Dazu gibt es Beiträge und Arbeitsgruppen. Nach einem Mittagessen beschäftigt die Frage: Was müssen wir für den Erfolg der Volksinitiative tun? Auf einen Überblick über die Kampagnenplanung folgen wiederum diverse Gruppenarbeiten. Das Abschlussplenum ist auf 18 Uhr programmiert mit anschliessendem geselligen Ausklang.

Die Teilnahme inklusive Mittagessen ist kostenlos, ein freiwilliger Kostenbeitrag ist erwünscht. Anmeldung per Mail: info@vollgeld-initiative.ch

---

Link: www.vollgeld.ch

Stop fracking

Le débat sur la production non conventionnelle de gaz naturel a également atteint la Suisse. La méthode appliquée – le fracking – qui provoque de grands dégâts écologiques, torpille le tournant énergétique. Avec leur initiative «Stop fracking» les Verts du canton de Berne veulent empêcher qu'on en arrive à ce point-là dans le canton de Berne.

Kilian Baumann

«Fracking» (de Hydraulic Fracturing) est une méthode pour la production de gaz naturel et de pétrole. Cette méthode s'applique au gaz naturel stocké - contrairement aux gisements conventionnels - dans de la roche poreuse. Ce qui ne paraît pas suspect est en vérité une technologie extrêmement dangereuse pour l'environnement: Dans le fracking, à chaque forage profond, un cocktail de produits chimiques, des millions de litres d'eau douce et des grains de sable tamisé sont injectés dans le sol. Au forage, des vases toxiques sont produites qui polluent les nappes phréatiques, les eaux de surface, le sol et l'air. La capacité d'extraction d'un nouveau puits de forage baisse déjà au cours de la première année de 30 à 90 pourcent. Pour continuer à réaliser un bénéfice de nouveaux puits doivent être forés, ce qui entraîne un immense gaspillage de terres cultivables.

Faire avancer le tournant écologique

Le fracking a mené spécialement aux USA à un véritable boom d'extraction. Maintenant des entreprises étrangères espèrent faire de bonnes affaires également en Suisse. A ce moment dans le canton de Berne, deux consortiums avec une participation étrangère ont obtenu une autorisation pour chercher du gaz naturel et du gaz de schiste.
Le chemin le plus sûr pour éviter des dégâts écologiques par le fracking c'est de passer rapidement à une énergie complètement renouvelable. Le fracking par contre prolonge notre dépendance envers les ressources fossiles et continue de provoquer le réchauffement climatique. Aux USA les conséquences dévastatrices du fracking sont aujourd'hui visibles. Puisse-t-on ne jamais arriver à une telle situation dans le canton de Berne ! Signez donc encore aujourd'hui l'initiative «Stop fracking» des Verts du canton de Berne. www.stop-fracking.ch

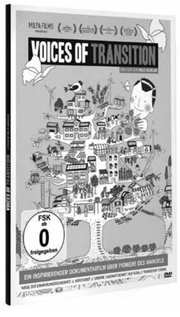
---

Kilian Baumann, agriculteur biologique, membre du comité d'initiative et des Verts Seeland

Voices of Transition

Der Mut machende Dokumentarfilm Voices of Transition zeigt anhand positiver Beispiele aus verschiedenen Ländern, wie wir unsere Felder und Städte auf die doppelte Herausforderung von Klimawandel und Erdölknappheit vorbereiten können.

Im Film kommen die wichtigsten Protagonisten des sozialökologischen Wandels in Frankreich, England und Kuba zu Wort. Das kubanische Beispiel beeindruckt vielleicht am meisten: Anfang der 90er holte die Tropeninsel eine katastrophale Wirtschaftskrise heim. Mit viel Improvisation und Geschick schafften es die Kubaner jedoch, aus der Not eine Tugend zu machen und ohne Öl auszukommen. Heute ist das Land zum weltweiten Vorreiter in urbaner Ökolandwirtschaft avanciert.



Der deutsch-französische Filmemacher und Soziologe Nils Aguilar erzählt in seinem 65-minütigen Dokumentarfilm Voices of Transition (F/D 2012) von eingängigen und mitreissenden Beispielen des sozialökologischen sozialökologischen Wandels.

Link: http://voicesoftransition.org

ch-vision...
entwicklung planen – veränderung realisieren. christoph walther

coaching und supervision

wer veränderung will, muss den weg dorthin selber, aber nicht unbedingt alleine begehen. persönliche supervision ist die wirksame begleitung in veränderungsphasen und entwicklungsprozessen.

- umsetzung von aus- und weiterbildungsmassnahmen sichern
- karriere und berufswechsel begleiten
- lern- und entwicklungsprozesse unterstützen
- erfolgreiche zusammenarbeit und projektabwicklung realisieren
- einzel- und gruppensupervision

aarbergstrasse 107 telefon 032 325 41 80 christoph.walther@ch-vision.ch
2502 biel fax 032 325 41 82 www.ch-vision.ch ...

Schlau wie ein Fuchs?
Setzen Sie auf klimaneutrale Drucksachen
Für weitere Informationen rufen Sie uns an unter
032 344 29 29 oder
www.ediprim.ch
myclimate Protect our planet
ediprim

GFF GESTALTUNG FORM FUNKTION
INTEGRATIVE KOMMUNIKATION
> GRAFIK
> PROGRAMMIERUNG
> FOTOGRAFIE
> FINE ART PRINTING
> GROSSFORMAT-DRUCK
GFF Integrative Kommunikation GmbH
Seevorstadt 71 | CH-2502 Biel/Bienne
+41 32 322 08 44 | www.gff.ch | www.fineart-printing.ch

velokurier
biel/bienne
Kurierdienst Courrier
Verteilsendungen Distribution
Holiday-Service Service vacances
Backoffice-Service Secrétariat
Chauffeur-Dienst Chauffeur
Ring 13 • Postfach, CP 1823 • 2501 Biel/Bienne • T 032 365 80 80
info@velokurierbiel.ch • www.velokurierbiel.ch

Die WTO vor und nach Bali

Die 9. Ministerkonferenz der Welthandelsorganisation WTO vom 3. bis 6. Dezember 2013 in Bali hat letztlich doch noch zu einer Einigung geführt. Vor allem ging es darum, ob Entwicklungsländer das Recht hätten, zu bestimmten Preisen bei lokalen Bauern Getreide für nationale Nahrungsmittelreserven aufzukaufen. Eine aufreibende Frage.

Nikolai Fuchs

Beobachter waren im Vorfeld sehr skeptisch gewesen, ob es in Bali tatsächlich zu einem konstruktiven Abschluss des «Doha-Mini-Package» kommen würde. Zu oft war die im Jahr 2001 begonnene Doha-Runde vertagt worden, zu viele der alle zwei Jahre stattfindenden Ministerkonferenzen waren ohne messbares Ergebnis zu Ende gegangen. Die Doha-Runde, die einmal als eine «Entwicklungsrunde», sprich zu Gunsten der Entwicklungsländer ausgerufen wurde, sei im Koma oder fast schon gestorben, hiess es.

Kompromiss in der Verlängerung

Wenige Tage vorher hatte es auch noch so ausgesehen: Indien war aus dem langwierigen Konsens-Suchprozess ausgestiegen und hatte darauf gepocht, eine fristlose Ausnahmegenehmigung für den Lebensmittelankauf bei heimischen Erzeugern zum Anlegen von Nahrungsmittelreserven zu bekommen. Dieses Thema dominierte sodann die Verhandlungen in Bali bis in die Verlängerung und die letzte Nacht. Schliesslich war der Kompromiss ausgehandelt: Indien bekommt eine Ausnahmegenehmigung für diesen Ankauf für vier Jahre. Parallel muss in der WTO eine dauerhafte Lösung für das Problem gefunden werden.

Der Knackpunkt über das Gelingen oder Scheitern der Bali-Konferenz lag also wieder einmal bei der Landwirtschaft, bzw. der Lebensmittel-Versorgungssicherheit. «Die Versorgnungssicherheit ist nicht verhandelbar» hatte Indien gesagt, als es seine Forderung aufstellte. Das ist der Prüfnagel für die WTO: kann sie souveräne Selbstentscheidung von Staaten, insbesondere bei der Erfüllung von Grundpflichten, respektieren und akzeptieren? Oder gilt die WTO Doktrin, dass der «freie» Markt die Lösung aller Probleme ist?

Die Wirklichkeit ist wie immer komplex: Fünf Milliarden Menschen haben heute ausreichend zu essen, so viele wie nie zuvor. Das liegt sicher auch an der Verbilligung für Lebensmittel, die durch den Handel erreicht wird - ein grosser Erfolg des bestehenden Systems. Gleichzeitig hungern knapp eine Milliarde Menschen, eine weitere Milliarde ist mangelernährt. Eineinhalb Milliarden Menschen sind übergewichtig. Das setzt ins Bild, dass das System nicht im Gleichgewicht ist. Es nimmt auf der einen Seite zu viel, während es auf der anderen Seite zu viel gibt. Die weltweite Kleinbauern-Vereinigung La Via Campesina hat in Bali demonstriert und angeklagt, dass die WTO Bauern verarme, während sie wenige Einzelne immer reicher mache. Die WTO ist Rammbock der Globalisierung, mit all ihren Vor- und Nachteilen, und bietet sich dadurch als Adressat für Globalisierungskritik geradezu an.

Hungernde auf dem Land

Hunger ist nicht nur eine Frage der Empfänger von Nahrung, sondern auch der Absender: über 70 Prozent der Hungernden leben auf dem Land, davon viele Kleinbauern. Als Konsumenten profitieren sie zwar von billigen Lebensmittelpreisen, die durch meist subventionierte Importe in ihre Länder ausgelöst werden.

Die Bauerngewerkschaft Uniterre mobilisierte am 3. Dezember 2013 vor den Hauptsitz der WTO in Genf. *Bild: Valentina Hemmeler Maïga*

Als Absetzer von Waren verlieren sie aber, da sie mit den subventionierten Produkten der Agrarindustrie aus den westlichen Ländern nicht konkurrieren können. In der Regel profitiert die städtische Bevölkerung von den liberalisierten Märkten und damit niedrigen Preisen, die ländlichen Gemeinden hingegen haben häufig das Nachsehen.

Jedes Wettbewerbssystem, und so auch das heute übliche marktwirtschaftliche kennt Gewinner und Verlierer. Die Verlierer sollen durch soziale Sicherungsnetze aufgefangen werden. Aber wie das, wenn Entwicklungsländer die Mittel dafür nicht aufbringen können, beziehungsweise das System die Staaten sich so hoch verschulden lässt (in vielen Ländern werden gerade die Schuldenobergrenzen angehoben, wie jüngst in den USA und Australien), dass soziale Sicherungssysteme eingeschränkt werden, wie gerade in England geschehen?

Als nach dem zweiten Weltkrieg die ITO – die Internationale Trade Organization – als dritte Bretton-Woods-Organisation neben Weltbank und Internationalem Währungsfond gegründet werden sollte, war sie als Beitrag zu einem stabilen Weltwirtschaftssystem vorgesehen. Die bis dahin zu stark mit Zöllen ummauerten Märkte liessen potentielle Wohlstandsgewinne ungenutzt, und konnten so zu instabilen bis friedensbedrohenden Zuständen beitragen. Aber schon die ITO scheiterte an der Landwirtschaft, als der Amerikanische Kongress zum Schutz des heimischen Agrarsektors die Verabredung 1947 platzen liess. So kam nur das GATT, das General Agreement on Tariffs and Trade zustande, das die Landwirtschaft auslammerte.

Erst nachdem die USA in den 1960er-Jahren Agrarexporteur geworden war, sich dann aber die EU sträubte, bis sie ebenfalls Agrarexporteurin wurde, kam die Landwirtschaft mit der Uruguay-Runde 1986 wieder an Bord des GATT. Seit dem Abschluss der Uruguay-Runde 1994 und mit Gründung der WTO 1995 gibt es die Landwirtschaft in multilateralen Welthandelsabkommen, aber mit einer speziellen Vereinbarung, die besondere Berücksichtigungen («special treatments») für die Länder kennt.

Die Sache mit dem Protektionismus

Die WTO ist, kurz gefasst, eine Selbsthilfe-Einrichtung der Mitgliedsländer gegen Protektionismus. Länder neigen dazu, eigene Wirtschaftszweige zu schützen, was höhere Preise für Konsumgüter nach sich zieht. Sinkende Preise kurbeln aber Wachstum an, was das Bruttoinlandprodukt der Länder erhöht. Regierungen werden an Wachstum und Arbeitsplätzen gemessen, deswegen haben sie eigentlich Interesse an freierem Warenverkehr, da er die Wirtschaft stimuliert. Nach innen erleben sie aber häufig Druck der eigenen Wirtschaftslobbies, die sich dem Strukturwandel entgegenstellen, und reagieren mit Abschottung der Märkte. Die WTO erinnert sie immer wieder an die prinzipiell wohlstandssteigernde Wirkung freier Märkte.

In der Tat: «Protektionismus» hat die Seite, dass durch den Schutz suboptimale wirtschaftliche Verhältnisse fortbestehen können, und Veränderungs- und Anpassungsprozesse abgebremst wenn nicht gar verunmöglicht werden. Ja, bestimmte inländische Berufsvertretungen wollen sich zum einen nicht verändern, und zum anderen ihre Pfründen sichern. Wo Bequemlichkeiten im Weg stehen, hat die Handelsliberalisierung der WTO durchaus ihren Sinn. Wenn zum Beispiel der Bauernverband nach «Selbstversorgungssicherheit» des Landes ruft, so sollte das öffentliche Ohr immer hören, ob damit nicht auch Selbstversorgungssicherheit der Bauern gemeint ist. Interessengruppen haben nicht immer das Gemeinwohl im Auge, selbst wenn sie gemeinwohlorientierte Ziele vorgeben.

Um Märkte zu schützen, und um Einnahmen zu erzielen, erheben Länder Zölle. Die WTO arbeitet daran, dass alle Zölle fallen. Neben den Zöllen gibt es aber noch länderspezifische Lebensmittelsicherheitsstandards, wie zum Beispiel, dass die Europäische Union kein mit Hormonen behandeltes Rindfleich aus den USA importieren will. Solche Standards sind aus WTO-Sicht so genannte «nicht-Zoll-Handelshemmnisse», die möglichst harmonisiert gehören, damit die Waren frei über die Grenzen fliessen können. Das Gleiche gilt für die Gentechnik. Um einen Massstab der Beurteilung zu haben, hat man sich auf «Wissenschaftlichkeit» geeinigt. Wenn Bevölkerungen zum Beispiel Gentechnik ablehnen, ohne wissenschaftliche Gründe für Gesundheits- oder Umweltschädigungen anführen zu können, dann müssen sie dem exportierenden Land Kompensationen bezahlen.

Weiter geht es mit dem unten links stehenden Kommentar.

Nikolai Fuchs lernte und studierte Landwirtschaft und war Geschäftsführer beim Demeter Verband. Heute ist er Präsident der Nexus Foundation in Genf

VERANSTALTUNGSTIPP

WTO und bilaterale Verträge und ihre Auswirkungen auf die Gesellschaft

Eine Veranstaltung von Uniterre und Vision 2035

Freitag, 28. Februar, 19 Uhr
Käfigturm, Marktgasse 67, Bern

Kennen wir die Regeln? Was sind die Ziele? Haben wir alternative Konzepte? Wissen wir, was auf uns zukommt? Das Freihandelsabkommen mit China wurde heiss diskutiert. Das Freihandelsabkommen mit Kolumbien ging diskreter über die Bühne. Was wissen wir über Freihandelsabkommen, über bilaterale Verträge oder über die WTO?

Wir haben viele Fragen. Herr Nikolai Fuchs (Nexus Foundation) hat die Verhandlungen beobachtet und gibt Antworten.

Können wir Gegenprojekte zu den Liberalisierungswünschen unserer Regierung entwerfen? Ein Anlass, der uns ein besseres Hintergrundwissen bringt zu einem Thema, das unsere PolitikerInnen lieber ohne uns diskutieren.

Freihandelsabkommen schwächen die Landwirtschaft und bedrohen die staatliche Souveränität.
Bild: Kurt Graf

«Je crois parfois, de manière tout à fait optimiste, que les êtres humains comprendront un jour combien la culture du secret est stupide.

Car souvent, celle-ci sert surtout à cacher sa propre incompétence. Dans la plupart des cas, ce qui est maintenu secret est soit honteux, soit illégal, soit immoral. Et cela ne peut rien apporter de bon.»

John Perry Barlow, The Electronic Frontier Foundation

Internationale Mobilisierung gegen Freihandel und WTO.

Freier Handel nicht über alles

Den Handel liberalisieren, also Zoll- und andere Schranken abbauen: dafür ist die WTO mit ihren 158 Mitgliedsländern da. Schön und gut. Aber was ist mit dem Selbstbestimmungsrecht zum Beispiel einer Stadt, einer Komune, einer Gemeinschaft? Nikolai Fuchs sagt klipp und klar: dem freien Markt darf nicht alles untergeordnet werden.

Die WTO will immer in allen Sektoren das wirtschaftliche Optimum herausholen. Es ist der homo oeconomicus, den die WTO zum alleinigen Massstab macht. Es ist die Wohlstands-, nicht die Wohlfahrtsorientierung, die die WTO zum Ziel hat. So geht die Handelsliberalisierung auch gegen durchaus sinnvolle, zum Beispiel am Gemeinwohl orientierte Marktstrukturen vor, wie bestimmten Verabredungen im öffentlichen Beschaffungswesen – Städte möchten beispielsweise bestimmen, dass ihre Krankenhäuser mit regionaler Bio-Ware beliefert werden. Ein unterstützungswürdiges Ziel, sollte man meinen.

Doch genau vor solchen Verabredungen am Markt, die nicht von selbstbezogenen Einzelinteressen geprägt sind, fehlt der WTO der Respekt. Im Grunde sind ihr alle Handelshemmnisse ein Dorn im Auge – so auch kulturell geprägte Gründe für Marktbeschränkungen, wie in Europa die Ablehnung der Gentechnik, oder von mit Hormonen behandeltem Fleisch. Streng naturwissenschaftlich kann man heute gegen beides nicht sein, aber die strenge Naturwissenschaft umgreift eben nicht alle Gründe des Lebens.

An dieser rücksichtslos marktideologischen Haltung der WTO widerum reibt sich die weltweite Kleinbauernvereinigung La Via Campesina auf. An der Ministerkonferenz in Bali (siehe Haupttext) demonstrierte sie wieder einmal für die Abschaffung der WTO. Ihr Protest entzündet sich am raumgreifenden Vormarsch des Kapitals, der – im Bilde gesprochen – die Plantagenwirtschaft anstelle der gewachsenen Strukturen setzt. Dieser Bevormundung des Menschen durch den Markt stellt La Via Campesina die Ernährungssouveränität gegenüber und fordert: Menschen sollen selbst entscheiden dürfen, was sie essen, und wie sie sich ernähren wollen.

Damit trifft sie den Kern der Sache, nämlich dass die Selbstbestimmung mitunter höher wiegen sollte als marktwirtschaftliche Überlegungen. Zwar macht ein freier Warenverkehr in grossen Teilen durchaus Sinn und Volkswirtschaften durch alle Bürgerschichten profitieren davon, aber es darf ihm nicht alles untergeordnet werden. Gemeinwohlorientierte Marktstrukturen sollten Bestand haben dürfen. Insbesondere gilt das für das öffentliche Beschaffungswesen. Und damit zurück zu eingangs erwähntem Beispiel: Will eine Gemeinschaft, wie eine Stadt oder Kommune, regionale oder biologische Erzeugnisse für Krankenhäuser, Kindergärten und Schulen einsetzen, so sollte sie die Möglichkeit dazu haben. Sie muss in der Güterabwägung selbst entscheiden, ob ihr der – möglicherweise – höhere Preis oder Aufwand es wert ist, zum Beipiel auch im Hinblick darauf, diese Erzeugungsstrukturen zu erhalten. Da dürfte ihr niemand reinreden.

Die WTO derweil hat einen anderen Fokus: In manchen Volkswirtschaften macht das öffentliche Beschaffungswesen bis zu 30 Prozent des Bruttto-Inlandproduktes aus – ein weites Feld für Handelsliberalisierer. Wenn das öffentliche Beschaffungswesen liberalisiert werden soll, dann geht es zumeist um das Ausschreibungswesen: zu welchen Regeln muss die öffentliche Hand ausschreiben? Hier fordern exportorientierte Volkswirtschaften aus dem Ausland, dass auch ihren Industrien Zugang zu den Ausschreibungen der Länder offen stehen, zu gleichen Konditionen wie den Inländern. Zur Disposition stehen hier dann übliche Präferenzen für lokale und regionale Anbieter. Einzug hält auf diesem Wege das Preisdiktat. Das kann gewachsene Strukturen stark verändern.

Die heute bestehende WTO ist sozusagen marktradikal – ein Fluch für die Kleinbauern der Welt (wenn sie nicht in internationale Handelsketten eingebunden sind). Und dennoch gibt es gerade für die schwächeren Länder keinen Weg vorbei an einer Welthandelsorganisation. In den bilateralen Freihandelsabkommen jedenfalls, auf welche die Wirtschaftsmächte mehr und mehr setzen, seit sie sich am 5. WTO Ministertreffen 2003 in Cancun nicht mehr einfach durchsetzen konnten, ziehen sie oft den Kürzeren. So besteht heute ein Dilemma: Nur eine multilaterale Welthandelsorganisation gibt auch den schwächeren Ländern eine Stimme – insofern braucht es eine WTO, eine allerdings, die sich inhaltlich wandeln muss, um ein Segen für alle zu werden. Sie muss das souveräne Recht auf Selbstbestimmung der Bürger (nicht unbedingt der Länder) respektieren. Diese Forderungen sollten bei der WTO hörbar gemacht werden.

Mit der nun nach Bali anstehenden Erarbeitung von Regeln, unter welchen Bedingungen Länder ihre Versorgung sicherstellen können, ist die Chance eröffnet, hier zu sinnvollen Verabredungen zu kommen. Der Beitrag der Zivilgesellschaft in dieser Debatte ist unverzichtbar. Gute Pilotprojekte in Städten und Gemeinden, oder gar auf Kantons- oder Bundesebene könnten massgebliche helfen.

Kommentar: Nikolai Fuchs

La politique agricole nous concerne tous !

Nous sommes toujours plus nombreux à nous demander d'où vient notre nourriture et comment elle est produite. Du reste, il en va de notre avenir : si nous persistons à ignorer la question, d'autres en décideront à notre place.

En Suisse comme ailleurs, l'agriculture extensive est soumise à des pressions croissantes par une industrialisation qui gagne du terrain sur l'ensemble de la chaîne agroalimentaire. Chaque jour, deux ou trois fermes disparaissent sans bruit du paysage helvétique. Certaines, parce que les paysans jettent l'éponge et se font avaler par d'autres. La croissance horizontale est devenue la formule magique : les surfaces faciles à exploiter sont rachetées, les autres sont considérées comme dépourvues d'intérêt. Depuis 1990, ce sont ainsi plus de 35'200 exploitations qui ont disparu. Le nombre d'actifs dans le secteur agricole est passé de 253'500 à 162'000 en 2012. La concentration se poursuit, avec un nombre de petites exploitations en chute constante au profit de celles de plus de 50 ha. Le tableau est encore assombri par les résultats d'exploitation : 38 % à peine des exploitations affichent un bilan financier satisfaisant ; 24 % ont un degré d'indépendance limité (taux d'endettement à partir de 50 %) et 38 % sont dans une situation critique et vivent sur leurs réserves. Pour l'ensemble des fermes, au moins 50 % des ressources financières sont des emprunts. Une situation qui est la conséquence de la politique agricole de l'Office fédéral de l'agriculture et de l'avidité du marché.

La politique agricole et ses effets

En Suisse, la politique agricole est définie par la fixation d'un crédit-cadre pour les paiements directs : à un rythme frénétique de quatre ans, la loi sur l'agriculture est redéfinie à travers ses ordonnances d'application. Concernant la nouvelle politique agricole pour 2014 à 2017, toute une série d'ordonnances sont en cours d'élaboration, et déjà les offices fédéraux, les autorités et les organisations songent au train de mesures suivant. Tandis que les exploitations agricoles voient fondre leurs effectifs, l'appareil administratif et l'appareil de contrôle se font plus lourds et plus chers.

On remarque que les nouvelles conditions cadres de la loi sur l'agriculture et la baisse des prix des denrées alimentaires suite à la libéralisation des marchés a pour résultat qu'une production rentable devient impossible et c'est pourquoi de nombreuses agricultrices et agriculteurs se retirent de la production de denrées alimentaires.

En outre, la politique menée jusqu'à présent favorise une différenciation entre les « réserves écologiques » et les surfaces exploitées, tous modes de production confondus (de la production extensive à la production intensive). Cette différenciation n'a pourtant pas obtenu les effets voulus, à savoir une agriculture globalement soucieuse de préserver les sols et une plus grande biodiversité. Car pour préserver nos surfaces agricoles et garantir une production écologique, il faut que cela se fasse partout. Force est de constater enfin que la politique agricole actuelle, avec son recours toujours plus important au système des paiements directs, est conçue de sorte à favoriser le libre échange et à s'aligner sur les règles de l'OMC.

Ce qu'il faut savoir du libre échange

La Suisse et les accords de libre échange sont préoccupants, car c'est à ce niveau que sont définies nos futures lois et celles des autres pays signataires, dans tous les domaines d'intérêt général. Or la Suisse a déjà conclu une vingtaine d'accords de libre échange (notamment avec Israël, la Turquie, le Canada, la Colombie et l'Egypte). Le dernier en date, qui concerne la Chine, a été conclu le 6 juillet 2013. Après quoi, le Parlement pouvait encore s'exprimer sur cet accord. Cependant, la population n'a pas reçu d'informations complètes sur son contenu, pas davantage que la possibilité de se faire entendre par référendum. Le PS et l'UDC exigèrent qu'un référendum facultatif soit rendu possible. Ceci a été refusé par le Parlement. Auparavant, une proportion de 72 % des parlementaires s'était publiquement exprimée en 2011 en faveur d'un renforcement des droits de l'homme dans les accords commerciaux.

Il me semble important de comprendre que ces accords sont conclus afin d'intensifier les échanges commerciaux et d'encourager la croissance économique, via les baisses de tarifs douaniers et la suppression de ce qu'on nomme les « barrières commerciales », avec pour optique finale d'accroître le bien-être. Or l'histoire montre que ces accords produisent justement l'effet inverse: depuis la création de l'OMC en 1995, l'humanité n'a cessé de glisser dans la faim et la pauvreté et les inégalités se creusent entre riches et pauvres. Non pas que les denrées alimentaires seraient plus rares ; simplement, elles circulent selont des flux visant à maximiser les profits. Par ailleurs, ces accords de libre échange touchent au cœur même de la souveraineté des pays dans de nombreux domaines et fixent des règles contraignantes pour la politique intérieure des gouvernements : étiquetage des aliments, normes de toxicité, prix des médicaments, normes économiques et sociales, droits d'auteur, exploitation des sols et des ressources naturelles ne sont que des exemples des secteurs concernés. Dans notre pays, un accord de libre échange avec les Etats-Unis signifierait vraisemblablement la fin de notre sécurité alimentaire. Il entraînerait par exemple l'autorisation de vendre en Suisse de la viande traitée aux hormones de croissance ou des poulets désinfectés au chlore. La liberté d'écarter les OGM de nos assiettes serait également remise en question. Enfin, il en résulterait un plus grand choix de produits moins chers, ce qui accroîtrait davantage encore la pression à laquelle la production locale doit faire face; en conséquence, il serait plus difficile de rester au niveau de qualité dont la Suisse bénéficie aujourd'hui.

Souveraineté signifie aussi solidarité

La prise de conscience gagne du terrain, les citoyens étant plus nombreux à vouloir connaître l'origine des denrées qu'ils consomment et la manière dont celles-ci sont produites. Les partis politiques ont à leur tour saisi les enjeux, et les initiatives parlementaires fleurissent sur ces questions. Réjouissons-nous donc de ce que le débat se soit généralisé.

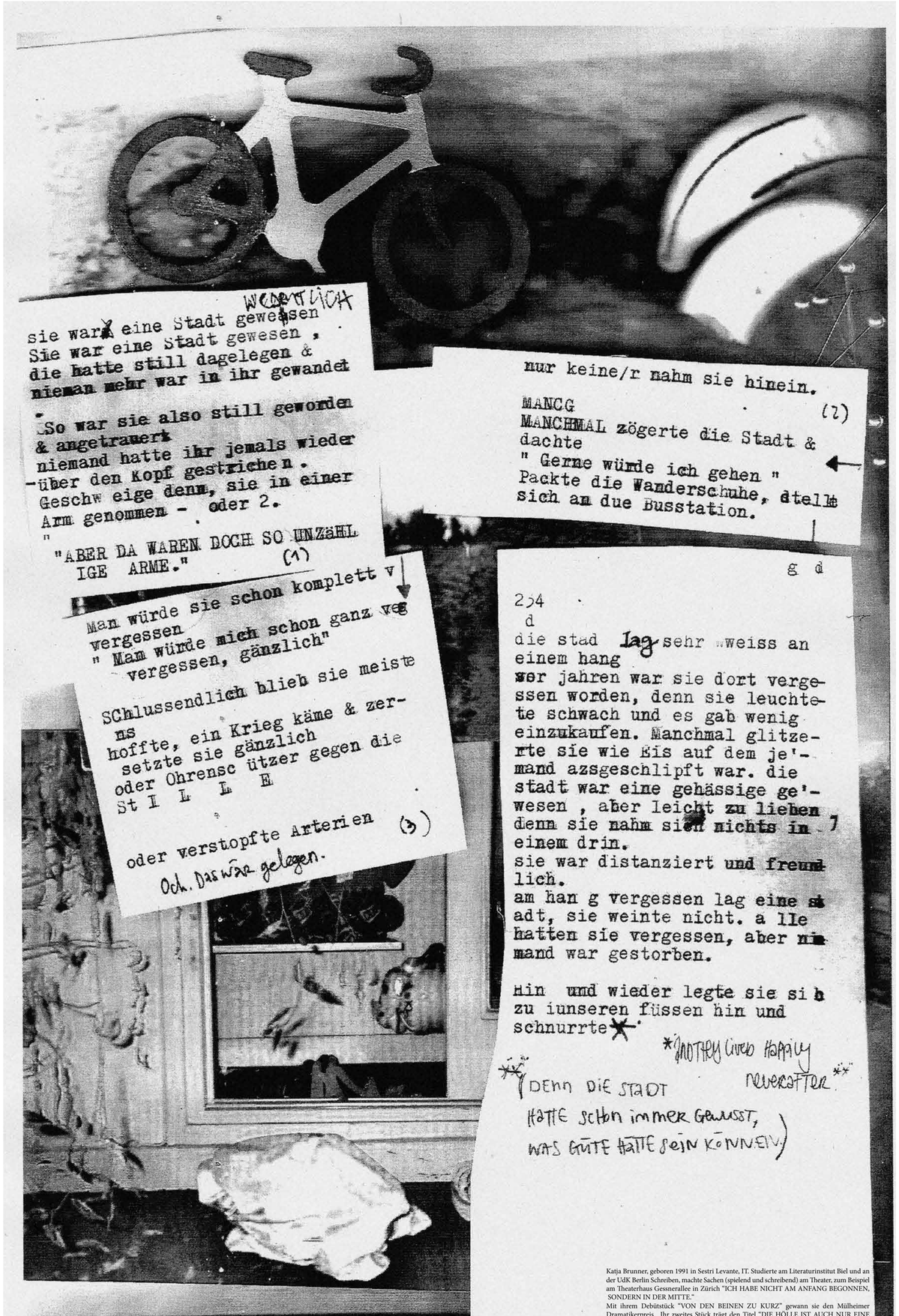
Il est important de prendre clairement conscience que notre agriculture n'est pas compétitive sur les marchés internationaux. Nous n'avons pas de ces élevages bovins surdimensionnés, comme on en voit en France ou aux Etats-Unis. Nous avons des infrastructures coûteuses et des normes élevées auxquelles nous ne voulons pas renoncer. Quelques économistes tentent de nous faire croire que la qualité s'exporte. Mais nulle qualité ne résiste à la fixation des prix sur les marchés internationaux, car le marché se tourne toujours vers l'offre la moins chère. C'est pourquoi il nous faut renouveler le contrat social qui nous lie afin de rediscuter et de redessiner les politiques alimentaire et agricole. Cela nous concerne directement, immisçons-nous dans le débat

commentair: Ulrike Minkner

Ulrike Minkner, paysanne bio à Mont-Soleil et présidente du syndicat Uniterre

Sources :
OFAG – Rapport agricole 2013, annexe
Données sur les structures
Die Landwirtschaft als Chance einer zukunftsfähigen Schweiz, Hans Bieri, Peter Moser, Rolf Steppacher, SVIL-Schrift n° 135, Zurich, 1999
Le traité transatlantique, un typhon qui menace les Européens, Lori Wallach, Le Monde diplomatique, novembre 2013

« La souveraineté alimentaire au champ comme dans l'assiette » Cette brochure de 76 pages encourage à découvrir, à vivre et à développer la souveraineté alimentaire. Uniterre, avril 2013. A commander au prix de 5 francs sur le site www.uniterre.ch



Katja Brunner, geboren 1991 in Sestri Levante, IT. Studierte am Literaturinstitut Biel und an der UdK Berlin Schreiben, machte Sachen (spielend und schreibend) am Theater, zum Beispiel am Theaterhaus Gessneralee in Zürich "ICH HABE NICHT AM ANFANG BEGONNEN, SONDERN IN DER MITTE."
Mit ihrem Debütstück "VON DEN BEINEN ZU KURZ" gewann sie den Mülheimer Dramatikerpreis. Ihr zweites Stück trägt den Titel "DIE HÖLLE IST AUCH NUR EINE SAUNA" und feiert im Oktober 2014 in Stuttgart Premiere.
Sie schreibt auch Prosa.

Die Kolumne "Tang" bietet jungen AutorInnen die Möglichkeit, einer neuen Öffentlichkeit kleine Texte vorzustellen. Die Seite wird gestaltet von Lorena Simmel

Agenda

Februar/ Fevrier

Samstag, 1. Februar, 21:30
Merz feat. Sartorius Drum Ensemble
Étage Club, Untergasse 21,
Beats sind die tragenden Elemente zwischen den zwei musikalischen Welten des wilden Instrumentalisten Julian Sartorius und des ruhigen Songwriters und Sängers Merz. Eine Vielzahl an Perkussionsinstrumenten verbindet sich zu einem dichten Beat-Geflecht.

Donnerstag 6. Februar, 20:30
Ikarus
Literaturcafé, Obergasse 11
Die zauberhaften Melodien der Sängerin Stefanie Suhner treffen auf die stimmliche Vielfalt des Sängers Andreas Lareida. Mit der Rhythmsection zusammen zelebrieren Sie wilde Improvisationen und minimalistischen Grooves. Zwischen Stille und Sturm.

Freitag, 7. Februar, 20:30
Samstag, 8. Februar, 20.30
Sonntag, 9. Februar 17.00
„schulterfrei"
Eine musikalisches Bühnenspiel von und mit Eric R. Frutiger.
Carré Noir, Obergasse 12
Weitere Daten siehe
www.carrenoir.ch
Georgette, Inhaberin eines Cabaret, ist ihr Pianist abgehauen, der sie in allen Lebenslagen unterstützte. Ohne ihn scheint sie verloren. Sie muss sich neu orientieren. Georgette bleibt nur eine Alternative in dieser verzwickten Situation.

Freitag, 7. Februar, 21:00
Skor - «Und Nachteil» Tour
Kreuz Nidau, Hauptstrasse 33
Wer Hip-Hop macht, der hat die Wahl: Er kann konfrontative Reime in die Runde schicken, sich aufplustern und sich selbst den Besten schimpfen, er kann das vergangene goldene Zeitalter zu Beginn der Neunziger betrauern oder sich in eine Parallelwelt begeben und versuchen, seine Zuhörer mitzunehmen. Daniel Bachmann hat sich für sein Debütalbum für einen anderen Weg entschieden.

Samstag, 8. Februar, 20:30
UN TRUC EN PLUS
Étage, Untergasse 21
Illusionismus – die etwas andere Zauber-Show
Sie lieben das Absurde, Situationskomik oder raffinierte Lügengebäude? Dann haben sie etwas mit unseren beiden Magiern Blake Eduardo und Stève Geiser gemeinsam: Denken Sie an eine Karte, Blake errät sie. Denken Sie nicht an sie, er errät sie trotzdem. Im Anschluss gibts Electro Swing, den Sound der Stunde, von DJ Foxhound.

9. Februar
Flohmarkt Gaskessel

Dienstag, 11. Februar
18:00 bis 21:00
Polymoney Workshop
Nach einer kurzen Einführung zu Komplementärwährungen kann innerhalb des Spiels in einer Rolle die Entwicklung eines Stadtquartiers mitgestaltet werden. Anschlies-send Auswertung und Diskussion der Ergebnisse.
Wyttenbachhaus (Zimmer 3),
Rosiusstrasse 1
Kosten: 30 Fr., inkl. Pausen-Imbiss,
Anmeldung: info@vision2035.ch

Donnerstag 13. Februar, 20:30
minimallarge – ensemble
Literaturcafé, Obergasse 11,
Musik zwischen den Stilen- Der Pianist Dominic Stahl bringt für das minimaLarge - Ensemble Musiker aus den musikalischenSchubladen Klassik und Jazz zusammen. Inspiriert durch verschiedene Arten von Minimalmusic (Morton Feldman bis Elektronische Musik), kreieren Dominic Stahl und Andi Bissig groovige, in einer einfachen Tonsprache gehaltenen Eigenkompositionen.

Freitag 14. Februar, 20:30
Versant littéraire
Literaturcafé, Obergasse 11
Lecture avec les récipiendaires des 2013 de la Commission intern-cantonale de littérature, Isabel Ascensio, prix Alpha et Pierre Chappuis, prix Renfer.

Freitag, 14. Februar, 20:30
Ulan & Bator – WIRRklichkeit
Kultur Kreuz Nidau, Hauptstrasse 33
Nicht nur der Sonderpreis des Deutschen Kabarett-Preises 2011 ging an das Duo Ulan & Bator. Die zwei Bommelmützen mischen die deutsche Kabarettszene auf. Ulan & Bator – mit bürgerlichen Namen Sebastian Rüger und Frank Smilgies – haben mit kreativer Urkraft eine völlig neue Form der Komik auf deutschen Bühnen etabliert. Mit dem genialen dramaturgischen Kunstgriff der Zuhilfenahme zweier ästhetisch bedenklicher Kopf-bedeckungen tauchen sie ein in das Paralleluni-versum ihrer und unserer „Wirrklichkeit".
Aus dem täglichen Wahnsinn schlagen die gleichermaßen furiosen wie hintersinnigen Schauspieler sprühende Funken philosophischer Komik irgendwo zwischen Nonsens, Dada, Kabarett und Theater.

Freitag, 14. Februar, 18:30
Voirie, Brunngasse 1
Lukas Rutzen, Schlagzeug - Tiefer Traum - runde Steine - scharfer Fels - dunkles Laub - Blödes Gezweig - Lukas Rutzen an Holz, Metall, Membran, Streichel-, Klopf- und Schlagzeug.

Donnerstag 20. Februar, 20:30
mela
Literaturcafé, Obergasse 11
das duo um die sängerin milena dürst und die pianistin maja nydegger gräbt gerne in der kiste der vergessenen hits. behutsam wird herausgefischt, was sie dort finden. mit kreativität und feingefühl entsteht eine musik, die ebenso alte erinnerungen aufleben lässt, wie mit neuen ideen überrascht.

Samstag, 22. Februar, 20:30
Manuel Stahlberger
„Innerorts"
Théâtre de Poche, Brunngasse 1
«Innerorts» ist das erste Solo-programm von Manuel Stahlberger. Im Zentrum stehen karge, aber prächtige Texte über das Scheitern herziger Buben in der bösen Welt, über umgeschulte Pfarrer, Wurmfutter und Begegnungszonen. Seine verschachtelt gereimte Poesie unterlegt Stahlberger mit kleinen musikalischen Gesten, aus denen zwischendurch grosser Pop entsteht.

Samstag, 22. Februar
la nuit blanche V - electro swing crash coupole

Donnerstag 27. Februar, 20:30
Schneegestöber
Literaturcafé, Obergasse 11
Winterliche Geschichten, klanglich umrahmt.

Vendredi 28 fevrier, 21:00
Jenny Torse, Rodeo Machine, Excuseexcuse (tous de BXL)
Cafe Du Pont, Rue Erhard Borel 24, Neuchâtel-Serrières

MÄRZ/ MARS

1. bis 28. März
Barni Kiener
Gast: Christian Gräser
ART-ETAGE, Seevorstadt 71
www.art-etage.ch

Samedi 1 mars, 18:00
Exposition de la maison d'édition EDITION LUCIVER.
Apero, live tattoo et concert de Rodeo Machine (BXL).
Gallerie Guillaume Daeppen, Basel

Samstag, 1. März, 20:30
Hildegard lernt fliegen
Les Caves, Juraplatz
Selten wurde in letzter Zeit so viel Witz und Fantasie in den Schweizer Jazz eingebaut wie bei «Hildegard lernt fliegen». Die Berner Band um Andreas Schaerer bietet eine grossartig-quirlige Ästhetik, die international für Furore sorgt. Mit satten Bläser-Linien und dem höchst virtuosen Vokalisten Schaerer wird lustvoll fabuliert. Die theatralisch dargebotene Musik ist mal vertrackt, mal fein gewoben, mal üppig ausgestattet. Sie schwirrt irgendwo zwischen Variété und Konzertsaal, zwischen Frank Zappa und Kurt Weill.

Donnerstag 6. März, 20:30
Text & thé
Literaturcafé, Obergasse 11
Das Literaturinstitut lädt zu Lesung und thé.

Vendredi 7 mars, 20.30
J'aime pas l'bonheur
Carré Noir, Obergasse 12
Une tragi-comédie
Ecrite et interprétée par Marjolaine Minot
C'est au fond d'un jardin abandonné dans une vieille et petite maison de banlieue, au milieu d'un bazar poussiéreux où chaque chose posée là en équilibre est prête à tomber, que se cache Claudine. Elle s'est retirée du monde, volontairement et ne veut pas qu'on l'emmerde. Seule avec elle-même, dans son antre familier, elle sait comment s'y prendre; au-delà, c'est moins sûr.
www.marjolaine-minot.com

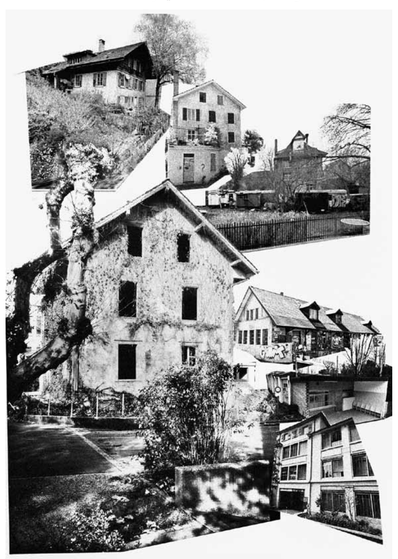
9. März
Flohmarkt Gaskessel

Donnerstag 13. März, 20:30
Sleepyhouse
Literaturcafé, Obergasse 11
Einen ganz besonderen Zauber übt die Musik von Sleepyhouse auch deshalb aus, weil sie sich durch mehrmaliges Hören nicht etwa abnutzt, sondern an Nuancen gewinnt, Neues offenbart, Bekanntes vertieft. Das mag zum einen an den ausgeklügelten Arrangements und dem stupenden Können der Musiker, vor allem aber an Albisser selbst liegen, der sich nicht scheut vor der grossen Geste, dem Weltschmerz, dem Scheitern auch, wenn er etwa Gitarre und Gesang in einem Zug mit der Band einspielt.

Freitag, 14. März, 20:30
Aly Keïta mit Lucas Niggli & Jan Brönnimann
Théâtre de Poche, Brunngasse 1
Aly Keïta stammt von der west-afrikanischen Elfenbeinküste und ist einer der großen Virtuosen des Balafons – ein afrikanisches Xylophon mit Kalebassen als Resonatoren und das Melodie-Instrument Westafrikas. Schon als Kind entwickelte der beeindruck-ende Musiker Instrumente, später baute er nicht nur ein diatonisches Balafon, um neue Klangmöglichkeiten zu eröffnen, sondern 1999 auch das weltgrößte.

Freitag, 14. März, 18:30
Voirie, Brunngasse 1
Trio Jive Grind
An Chen, cello/voc - Christoph Zimmermann, git. - Urs Hauri, drums
JIVE GRIND spielt improvisierte zeitgenössische Musik. Ohne Absprache lässt sich das Trio auf musikalische Kommunikationsformen ein. Es entsteht eine neue Hörerfahrung.

Samstag, 15. März, 20:30
Pagare Insieme – Zahltag
Carré Noir, Obergasse 12



Adrett gekleidet singen, spielen und reiten die Die Acapella-Gruppe Pagare Insieme durch einen Helveto Western mit Saloon-Schlägereien, mitreissender Honky Tonk-Musik und packenden Duellen. Wie immer ist das Musical eingebettet in weitere Songs, in denen Pagare ausnahmslos Alltagsthemen von höchster Dringlichkeit besingt. Alles in allem ein Abend der bestimmt für jede und jeden etwas bereithält und an dem es Lucky Luke glatt den Grashalm aus dem Mundwinkel hauen würde.
www.pagare.ch

Sonntag, 16. März, 17:00
An einem Ort weit, weit weg...
Volks- und Kunstlieder aus China
Carré Noir, Obergasse 12
Ein Konzert mit Herrn Yongfan Chen-Hauser, Bass-Sologesang und Frau Evelyne Hauser Chen am Klavier.
Dargeboten werden Volkslieder quer durch China und bekannte chinesische Kunstlieder aus der Zeit von ca. 1920-1990.

Donnerstag 20. März, 20:30
John Voirol – solo
Literaturcafé, Obergasse 11
«Ich habe mir für diese Aufnahmen vorgenommen, an nichts zu denken und mich total vom Moment leiten zu lassen. Einfach im JETZT zu sein. Diese bewusst hergestellte Leere war die Form, in die er seine Assoziationen fliessen liess (...)»

Freitag, 21. März, 22:00
TOMAZOBI
Die Silber-Rücken des Guerilla-Troubadour präsentieren ihr neues Album "Affehuus". Wer Tomazobi schon live gesehen hat, weiss: Der Titel ist Programm. Nicht selten enden Konzerte an der Licht-Traverse hängend, rücklings im Bühnengraben oder irgendwo mitten im Publikum. Die Lacher haben sie auf ihrer Seite, egal ob sie Flamenco, Punkrock, Hip-Hop oder Gypsie-Jazz spielen. Sie genieren sich […]

Freitag, 21. März
Ladies at the Desk
Ffemale Deep n Tech House
Coupole

Samedi 22 mars, 20:30
Desde Lejos Tango
DUO DE TANGO CHANTÉ
Carré Noir, Obergasse 12
Voilà Fabrizia Iranzo Imperatori et Peter Gneist, deux artistes suisses qui se plongent dans le tango en lui apportant une fraîcheur inédite: elle chante, et lui, il joue le bandonéon. Ils dialoguent musicalement entre eux et révèlent au public leur amour pour la ville de Buenos Aires et ses habitants. Le public argentin tombe sous leur charme: ils savent réveiller ses émotions, ils connaissent la voie directe pour arriver au centre de son cœur. Fidèles au tango, Fabrizia et Peter ont acquis, par leur talent, leur place dans cet univers lointain qu'ils ont choisi, où ils se sont bien installés et où ils resteront pour longtemps.
Fabrizia Iranzo Imperatori, voix
Peter Gneist, bandonéon
www.desdelejostango.com

Sonntag, 23. März, 17:00
Ensemble Kol Kedem
Carré Noir, Obergasse 12
Jüdische Kunst in Text, Melodie und Rhythmus, die einen weiten Bogen von alten jüdischen Quellen, sephardischen Liedern, orientalischen Rhythmen, zeit-genössischer israelischer Musik zu Eigenkompositionen schlägt. „Kol Kedem" heisst übersetzt „Stimme des Ursprungs" und deutet auf die musikalische Vielfalt des Nahen Ostens. Antonello Messina's Akkordeonklänge verbinden sich mit der Fülle und Reichweite von Omri Hason's Perkussion und erfahren ihre Krönung durch die Stimme der jungen israelischen Sängerin Talya G.A Solan.usikalische Welten. Die rauen Songs des Duos werden den Abend einstimmen.

Donnerstag 27. März 20h30
Miranda de Miguel
Literaturcafé, Obergasse 11
Die erfahrene Pianistin beehrt das literaturcafé mit einer Auswahl an klassischer Musik.

Freitag, 28. März, 22:00
Fred Wesley & The New J.B.'s
Coupole/Gaskessel,
Mit James Brown und als Kopf seiner Begleitband, den JBs war FRED WESLEY „der berühmt-este Sideman der Welt, der die geschmeidigen Grooves instrumentierte und die kühnen, chirurgisch genauen Soli beisteuerte, die die Sprache des Funk definierten." Zusammen mit George Clinton und Bootsy Collins spielte er eine Schlüsselrolle dabei, den Funk auf die nächste Ebene zu bringen.

Samstag, 29. März, 22:00
Scarecrow & Special Guest
Coupole/Gaskessel
Die aus Toulouse stammende Band Scarecrow mischt in explosiver Weise Blues mit Hip-Hop.

Samstag, 29. März, 20:30
Gabriel Vetter - Wo die Sau aufhört - eine literarische Hundsverlochete
Kultur Kreuz Nidau,
Hauptstrasse 33
Schon der lateinische Gelehrte Zervulaz sagte einst: Gabriel Vetters Humor ist wie eine gute Wurst: roh, grob bis feinkörnig, - aber man will gar nicht wissen, was es da alles drin hat. Nachdem Gabriel Vetter, der bekannteste Slam-Poet und einer der schärfsten Satiriker des Landes, in seinem erfolgreichen Programm „Menschsein ist heilbar" den Menschen abgehandelt hat, geht es nun um die besten Freunde des Menschen: Um die Wurst. Und um das Tier.

APRIL/ AVRIL

Mittwoch, 2. April, 20:30
Konstantin Wecker Solo
„Jeder Augenblick ist ewig"
Theater Palace,
Wyttenbachstrasse 4
Jeder Augenblick ist ewig. Und jede geteilte Zeit mit Konstantin Wecker ebenso. Ob der Liedermacher aus seinen Poesiewerken liest, aus seinen autobiografischen Büchern zitiert oder aus seinem Liedwerk schöpft - immer bleibt die Zeit stehen und die unendliche Wahrhaftigkeit authentischer Kunst aus Geschriebenem, Gelesenem und Gesungenem ergiesst sich. War das zuletzt hoch gefeierte Programm Wut und Zärtlichkeit durch die Begleitung herausragender Musiker ein beinahe orchestrales Ereignis, erleben wir nun Konstantin Wecker pur.

Freitag, 4. April, 20:30
Annakin - Stand your Ground Tour
Kultur Kreuz Nidau
Hauptstrasse 33
Nicht mehr ganz so düstere Musik zu schreiben, diesen Vorsatz bald wieder zu verwerfen, um in der Schönheit der Dunkelheit zu brillieren und dennoch neue Wege einzuschlagen: das waren die Kräfte, die beim Entstehen der elf neuen Lieder wirkten. Annakins viertes Studioalbum „Stand your Ground" ist zugleich wuchtig und fragil, mal treibend und dann wieder leise.

19. April
15. dichterschlacht
poetry slam
coupole

Lokal-Int
Hugistrasse 3, www.lokal-int.ch

Do, 6. Februar Line Marquis, Lausanne

Do, 13. Februar Collectif Rodynam featuring Thomas Koenig
Do, 20. Februar Aglaia Haritz, Lugano

Do, 27. Februar Haus am Gern, Biel
Do, 6. März Maia Gusberti, Bern

Do, 13. März Collectif Rodynam featuring Guillaume Fuchs
Fr, 14. März. Concert: Geoff Berner

Do, 20. März Grégory Sugnaux, Fribourg
Do, 27. März Gaudenz Badrutt, Biel

ANDERSWO/ AILLEURS

22. Februar bis 22. März 2014
Die Utopie der Widerspenstigen,
40 Jahre Longo maï
Shedhalle, Seestrasse 395, Zürich
Mittwoch bis Sonntag:
12.00 bis 19.00 Uhr, Eintritt frei
Ein Rahmenprogramm in der Shedhalle / Rote Fabrik mit Schwerpunkt Landwirtschaftspolitik unserer Zeit.

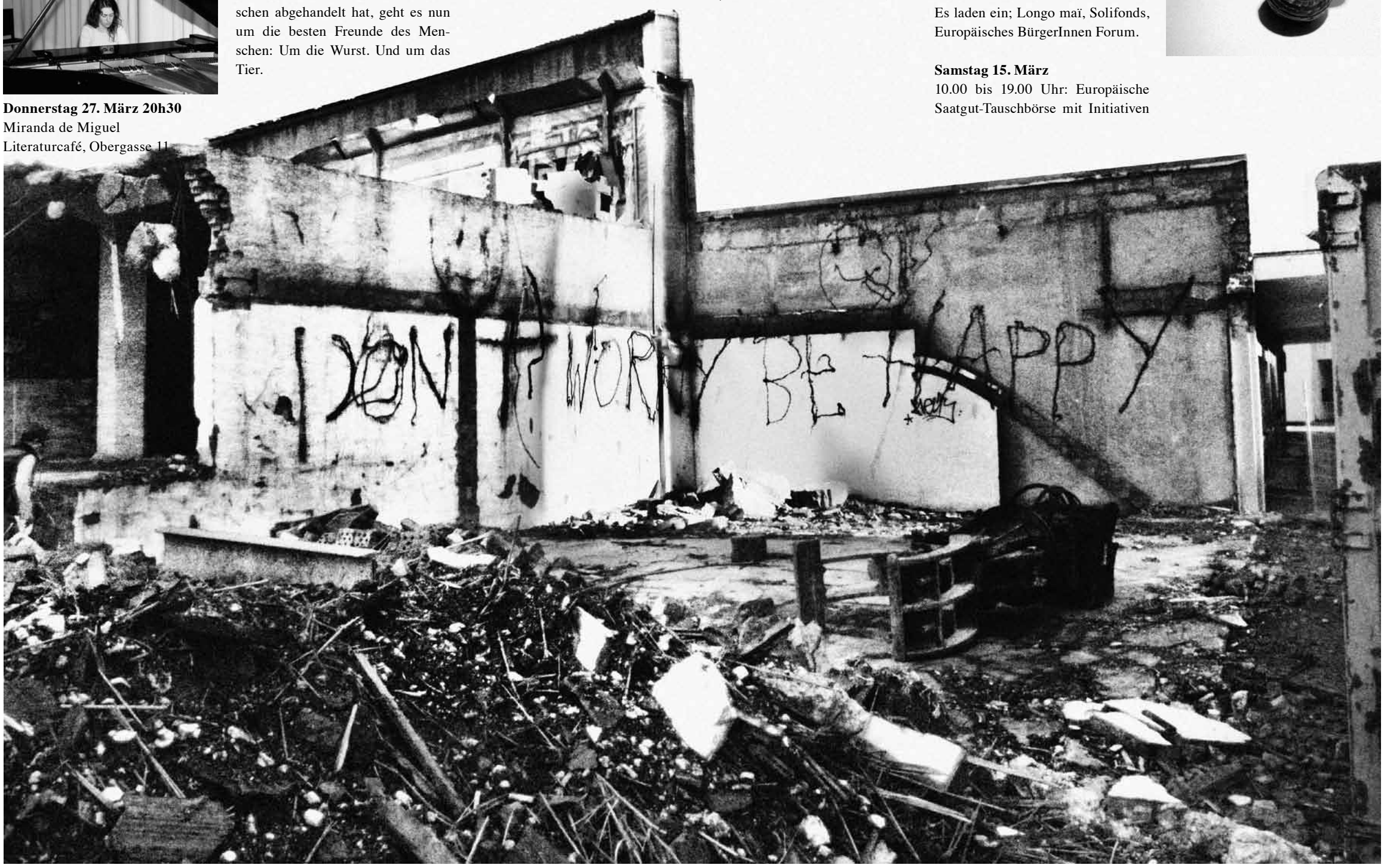
Samstag 22. Februar
17.00 Uhr: Eröffnung und Vernissage mit musikalischer Begleitung.
19.30 Uhr: Konzert mit Comedia Mundi, Musikensemble aus den Longo maï - Kooperativen, Lieder und Musik aus aller Welt.

Freitag 7. März
19.00 Uhr: Premiere des Films von Daniel Wyss: «Das Boot ist nicht voll» - «La barque n'est pas pleine». Das politische Engagement von Longo maï am Beispiel der Freiplatzaktion für Chile-Flüchtlinge.

Freitag 14. März
Themenwochenende
«Die widerspenstige Saat»
19.30 Uhr: Der Kampf der kolumbianischen BäuerInnen gegen das Diktat der Saatgutkonzerne aus Europa und den USA. Referat und Diskussion mit AktivistInnen aus Kolumbien.
Es laden ein; Longo maï, Solifonds, Europäisches BürgerInnen Forum.

Samstag 15. März
10.00 bis 19.00 Uhr: Europäische Saatgut-Tauschbörse mit Initiativen

und TeilnehmerInnen aus West- und Osteuropa.
Jede(r) kann sein Saatgut mitbringen.

Samstag 15. März, 14 Uhr
«PflanzenPalaver - Belauschte Geheimnisse der botanischen Welt».
Die Schweizer Biologin Florianne Koechlin präsentiert in ihrem Vortrag ein neues Pflanzenbild und stellt die Frage nach Pflanzen-rechten: etische Belange und Gentechnologie.

Sonntag 16. März
10.30 bis 15.00 Uhr: Matinée: «Die Strategie der krummen Gurke - Gartenkooperativen statt Industriefood». Film und Diskussion. Kollektive Landwirtschaftsprojekte im Raum Zürich und Süddeutschland stellen sich vor. Brunch: alle Teilnehmer bringen etwas mit.